22

LABORATOIRE DE L'IRSEM





LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA PENSÉE STRATÉGIQUE RUSSE

ELENA MORENKOVA PERRIER

Doctorante, ATER en science politique à l'université Panthéon – Assas (Paris 2)

LABORATOIRES DE L'IRSEM DÉJÀ PARUS :

1- L'ASIE DU NORD-EST FACE À LA MONTÉE EN PUISSANCE DE LA CHINE
2- L'IMPACT DU PARTENARIAT ENTRE LES BRIC (BRÉSIL, RUSSIE, INDE ET CHINE) ET LES PAYS AFRICAINS SUR L'ÉVOLUTION DU RÉGIONALISME SÉCURITAIRE
3- L'ARMÉE AUSTRALIENNE DANS LA GUERRE DU VIETNAM
4- LA « RECONSTRUCTION POST-CONFLIT ». IMPLICATIONS ET LIMITES D'UN CONCEPT MULTIDIMENSIONNEL.
5- AN UNPRECEDENTED POWER SHIFT AND THE REVIVAL OF EAST ASIA
6- ATELIER DE RÉFLEXION PORTANT SUR DES PROPOSITIONS D'ÉVOLUTION DES MODALITÉS DE CONTRACTUALISATION ET DE CONDUITE DES PROGRAMMES D'ARMEMENT
7- THE ROLE OF GREENLAND IN THE ARCTIC
8- RÉFLEXION SOCIÉTALE SUR LES INTERFACES CERVEAU-MACHINE POUR L'HOMME ET IMPLICATIONS POUR LA DÉFENSE
9- LA FORMATION D'ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉTUDE COMPARATIVE DES POLITIQUES DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010.
10- L'ACADÉMIE DE LA BOUE. REGARDS CROISÉS SUR L'APPRENTISSAGE DES FORCES ARMÉES
11- LA GESTION DE LA CRISE LIBYENNE PAR L'UNION AFRICAINE : CHRONIQUE D'UNE IMPUISSANCE ANNONCÉE
12- LE ROLE SOCIAL DES ARMÉES : PERSPECTIVES COMPARATIVES ET ACTUALITÉ
13- MÉDIATION RÉGIONALE : LE CAS ISRAÉLO-PALESTINIEN
14- LA PAIX PAR LE COMMERCE, DE L'ÉPOQUE MODERNE A NOS JOURS - MYTHE ET RÉALITE
15- DE L'ASYMÉTRIE CAPACITAIRE A L'ASYMÉTRIE DES BUTS DE GUERRE : REPENSER LE RAPPORT DE FORCE DANS LES CONFLITS IRRÉGULIERS
16- LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET BILATÉRALE EN MATIÈRE DE CYBERSÉCURITÉ : ENJEUX ET RIVALITÉS
17- ENVIRONMENTAL SECURITIZATION WITHIN THE UNITED NATIONS : A POLITICAL ECOLOGY PERSPECTIVE
18- LA RÉFORME DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ : QUEL DIFFÉRENTIEL FRANÇAIS ?
19- PENSER LA CONFIANCE DANS L'ARMÉE : POUR UN PROGRAMME DE RECHERCHE
20- SOCIOLOGIE D'UNE AUTRE BATAILLE. LA COUVERTURE MEDIATIQUE D'UNE INTERVENTION MILITAIRE EN LIBYE. ANALYSE COMPARÉE : FRANCE, ROYAUME-UNI, ALLEMAGNE
21- L'ASIE DU XXI ÈME SIECLE RESSEMBLE-T-ELLE A L'EUROPE D'AVANT 1914 ?

L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) a pour mission de promouvoir la recherche sur les questions de défense et d'encourager une nouvelle génération de chercheurs. L'ensemble de ses productions et de ses activités peut être suivi sur son site :

www. defense.gouv.fr**/irsem**

Sommaire

INTRODUCTION

Depuis les années 2000, à mesure que la Russie se réaffirme avec une certaine vigueur sur la scène internationale, la pensée stratégique russe est redevenue un sujet de préoccupation pour les experts. « *Ouverte, prévisible et pragmatique* » à en croire la doctrine stratégique adoptée en 2013[1], en proie aux « *douleurs fantômes de l'Empire* » pour les autres[2], ou tout simplement inexistante[3] ? Sa spécificité semble résider dans la persistance de certains « *tics stratégiques* » hérités de l'Union Soviétique et en particulier de la guerre froide. Nombre d'experts qualifient la politique stratégique russe d'« *irrationnelle* » : les décisions « *en dépit du bon sens* » seraient l'écho des réflexes intériorisés depuis l'ère de la confrontation[4]. Toutefois, si la Russie continue à se positionner comme héritière stratégique de l'URSS depuis 1992[5], les racines de sa pensée stratégique sont beaucoup plus profondes et anciennes.

La présente étude a pour ambition de décrypter la pensée stratégique russe, en mettant en lumière, les éléments clés de sa spécificité tout en dépassant le cadre restreint de la guerre froide. L'approche constructiviste des relations internationales, qui se focalise sur les perceptions et les identités et donne une valeur explicative aux idées, aux perceptions et aux interprétations, a constitué la base théorique de l'analyse. Si l'examen de la stratégie russe en termes de puissance, de sécurité, d'influence internationale, de composantes militaires et économiques, permet d'expliquer une partie de la réalité, la méta-analyse, qui se focalise sur les discours, les perceptions, l'imaginaire, apparaît comme un outil incomparable de compréhension des éléments qui sous-tendent les décisions stratégiques. En effet, bien que les considérations d'ordre économique, politique ou sécuritaire soient prises en compte par les acteurs dans le processus décisionnel, les décisions stratégiques n'en sont pas moins influencées par le savoir socialement construit[6]. La théorie constructiviste permet de faire un lien entre les identités sociales et les décisions politiques : il s'agit des perceptions qui se développent dans des contextes idéologiques différents, fournissant des cadres explicatifs des relations internationales, donnant du sens à tel ou tel choix stratégique, façonnant les perceptions de l'intérêt

---

[1] « *Konsteptsiia vnechnei politiki* » / « Concept de la politique extérieure **»**, *Approuvé par le Président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine le 12 février 2013*, document n° 303-18-02-2013, consultable sur le site du Ministère des affaires étrangères http://www.mid.ru/bdomp/ns-osndoc.nsf/e2f289bea62097f9c325787a0034c255/44257b100055e37d44257b3d0021fbf9!OpenDocument

[2] Voir notamment de nombreux ouvrages de la Fondation « Mission libérale » centrés sur « la diffusion des valeurs libérales dans la société russe », par exemple KLYAMKINE I.M. (dir.), *Posle Imperii / Après l'Empire,* Moscou, Fondation « Mission libérale », 2007, 224 p.

[3] Certains experts nationaux pointent le « déficit de la planification stratégique » dans la Russie actuelle, voir par exemple l'intervention de Fedor Loukianov, rédacteur en chef du journal « La Russie dans la politique globale » (http://www.globalaffairs.ru/) à la principale chaîne fédérale russe : « *En Russie, il n'y a pas de vision stratégique, ni de stratégie [comprise comme] un programme d'action* », compte rendu intégral du débat consultable sur http://www.1tv.ru/sprojects_edition_p/si=5691&fi=2928

[4] Voir notamment l'ouvrage récent de Lilya Schevtsova, experte en politique étrangère russe à Carnegie Endowment for International Peace, *The Lonely Power. Why Russia Has Not Become the West and Why the West Is Difficult for Russia*, Moscow, Carnegie Endowment for International Peace, 2010.

[5] *Rechenie Soveta Glav Gosoudarstv outchastnikov soudroujestva nezavisimykh gosoudarstv ot 20.03.92 o pravopreemstve v otnochenii dogovorov predstavliaiouschikh vzaimnyi interes* / La décision du Conseil des Chefs des Etats membres de la Communauté des Etats Indépendants du 20 mars 1992, sur la succession légale concernant les accords représentant des intérêts mutuels, consultable sur le site « LawRussia », donnant accès aux textes législatifs http://lawrussia.ru/texts/legal_185/doc185a655x748.htm

[6] ADLER Emmanuel, "Constructivism and International Relations," *dans* CARLSNAES Walter, RISSE Thomas and SIMMONS A. Beth (dir.), *Handbook of International Relations*, London, Sage, 2002, p. 95

national, des menaces et des défis, la vision de la place du pays dans le monde, sa mission historique, ainsi que la conception de la sécurité nationale qui en découle.

L'étude de la pensée stratégique russe, définie de façon vaste comme *les idées partagées et véhiculées par les différents acteurs faisant partie du processus décisionnel*, permet d'expliquer pourquoi la Russie a *historiquement* agi de telle ou telle manière. Il s'agit d'explorer les cadres culturellement déterminés et durablement installés de cette pensée, à travers lesquels les décideurs voient les principaux éléments de la stratégie nationale. L'étude proposera, de façon non exhaustive, quelques pistes d'analyse qui constituent une clé de compréhension des paradoxes actuels. L'étude est construite autour de trois niveaux d'analyse : 1° *L'analyse en termes institutionnels*, à savoir l'identification des principaux acteurs et institutions qui participent à la construction de la doctrine stratégique russe ; 2° *L'analyse normative*, qui se focalise sur les documents et les discours programmatiques (Concept de la politique extérieure, Concept de la sécurité nationale, documents du Ministère des Affaires Etrangères, articles publiés par des autorités publiques) définissant explicitement la stratégie russe ; 3° *La méta-analyse*, qui se fonde sur les textes historiques, philosophiques, littéraires qui ont à différents moments de l'histoire exprimé tel ou tel courant de pensée façonnant la doctrine stratégique de façon implicite.

PREMIÈRE PARTIE : LA GENÈSE DE LA PENSÉE STRATÉGIQUE RUSSE : DE LA « TROISIÈME ROME » A LA « TROISIÈME INTERNATIONALE »

Sans doute plus qu'ailleurs, la spécificité de la pensée stratégique russe et la définition de la place de la Russie dans le monde sont intrinsèquement liées aux questionnements identitaires intérieurs. Le positionnement de la Russie par rapport à l'Occident et à l'Orient a toujours constitué un défi autant géographique que culturel : si tout au long de son histoire, l'Occident constitue cet « autre » par rapport auquel la Russie construit son identité[7], les représentations de l'Asie n'en constituent pas moins un pilier idéologique légitimant l'expansion territoriale de la Russie et la construction de l'empire. Ces constructions identitaires ont une traduction en politique étrangère et dans le débat stratégique : contrairement à l'Europe occidentale où la notion d'identité nationale relève essentiellement d'une perception individuelle, dans le cas russe elle fait une avec l'identité de l'Etat même. L'action politique des souverains russes a été justifiée par des doctrines identitaires cohérentes qui, cristallisées au sein des milieux intellectuels, ont été transformées par l'Etat en « une représentation géopolitique aux retombées certaines[8] ».

I- L'EMPIRE ORTHODOXE

Dès le début du XVIe siècle, la pensée stratégique russe s'articule autour de deux dimensions, religieuse et spatiale, intrinsèquement liées à la dialectique de parenté et d'altérité de la Russie par rapport à l'Europe d'un côté, à l'Asie de l'autre. L'héritage orthodoxe de l'Empire byzantin et le positionnement géographique entre Europe et Asie déterminent l'idée de la mission particulière géopolitique de la Russie et fournissent, tout au long de l'époque tsariste, le cadre conceptuel de la stratégie.

1. La dimension religieuse et spatiale de la stratégie russe

Aussi bien le développement politique de la Russie que la construction de ses principaux concepts stratégiques ont été lourdement influencés par l'adoption du christianisme dans la version orthodoxe byzantine. Depuis le Concile œcuménique de Florence (1439), qui a posé les bases de l'alliance entre l'Eglise orthodoxe grecque et l'Eglise catholique romaine, la pensée stratégique est déterminée par l'idée que Moscou est le seul centre du « vrai » christianisme. La chute de Constantinople en 1453 et la conquête progressive des Balkans par les Turcs, qui a mis fin à l'Empire byzantin, est perçue en Moscovie comme une punition divine justement méritée pour les concessions faites au monde catholique. Cette pensée trouvera son aboutissement dans la première doctrine officielle russe, l'un des piliers de l'identité nationale et de la stratégie, connue sous le nom de « *Moscou – troisième Rome* ».

---

[7] NEUMANN Iver B., MEDVEDEV Sergei, *Identity Issues in EU-Russian Relations*, in *Constructing Identities in Europe: German and Russian Perspectives*. Berlin, Stiftung Wissenschaft und Politik, 2012, p. 12

[8] FILLER André, « L'identité nationale russe : anatomie d'une représentation », *Hérodote*, 2010/3 n° 138, p. 94

Elaborée au début du XVIe siècle par le moine Philothée de Pskov, cette doctrine autant religieuse que politique définissait le positionnement de la Russie dans le monde, légitimant la place de la principauté de Moscou comme la seule communauté orthodoxe indépendante depuis la chute de Constantinople, que les Russes appelaient « Tsar'grad », la ville des Tsars[9]. De cette place de la Moscovie découlerait sa vocation historique impériale : elle serait désormais dotée d'une mission spirituelle universelle consistant à devenir « la troisième et dernière Rome », l'Etat non seulement le plus puissant, mais aussi le plus « juste », dans le sens de la pureté doctrinale de la chrétienté, « *le siège d'un empire universel*[10] ».

Le jeu d'alliances stratégiques est le premier signe permettant d'appréhender l'importance que les tsars russes accordaient à l'obtention du statut d'héritiers de l'Empire de Byzance : en 1472, le tsar Ivan III (père d'Ivan IV le Terrible), dont le règne a été marqué par l'émancipation de la Russie du joug tataro-mongol et par le début de la centralisation étatique, se marie avec Sophie Paléologue de Byzance, soulignant les liens spirituels et diplomatiques de la Russie avec Byzance. En 1488, il adopte le blason impérial : l'aigle bicéphale, héritage de l'Empire byzantin. Au début du XVIIIe siècle, quand la Russie s'affirme, pour la première fois, en tant qu'acteur du jeu international, elle se proclame Empire, c'est-à-dire héritière historique et politique de Byzance.

2. L'enjeu de l'unité orthodoxe du monde slave

Au niveau militaire, la doctrine de « Moscou – Troisième Rome » joue un rôle important dans la légitimation des prétentions territoriales des monarques russes par l'idée de l'unité orthodoxe des pays slaves de l'Europe centrale et orientale, et notamment des pays des Balkans. Les représentations véhiculées par la doctrine fournissent un cadre idéologique pour l'intervention de la Russie dans la lutte des Slaves du Sud contre l'Empire ottoman : en effet, hormis les Polonais catholiques, tous les autres Slaves pouvaient espérer trouver dans la Russie une sorte de protection[11]. Ainsi, les efforts des souverains russes pour obtenir l'accès aux détroits du Bosphore et des Dardanelles au XIX siècle ont une forte dimension symbolique liée à la préoccupation proclamée du destin de la chrétienté orientale. Tout en représentant le centre stratégique du Sud, ouvrant l'accès à la Méditerranée et assurant la maîtrise de la péninsule balkanique qui permettrait de réaliser les desseins de la puissance russe, Constantinople reste le centre spirituel, le berceau de l'Orthodoxie, dont la gloire doit être restaurée. Cette dimension religieuse donne un sens particulier aux aspirations des monarques russes de « libérer Constantinople » : du point de vue symbolique, cela signifie la revanche de la foi orthodoxe incarnée par la Russie sur l'islam incarné par l'Empire ottoman.

Des nombreuses guerres russo-turques du XVIIIe et du XIXe siècle représentent des cas d'engagement qui mettent en pratique la doctrine de « Moscou – Troisième Rome » : elles sont justifiées, dans la correspondance diplomatique et privée des monarques russes, comme un projet émancipateur des chrétiens qui se trouvent sous l'emprise ottomane (« *libération de l'Hellade* [12]»). Par exemple, les desseins stratégiques de Catherine II rangés sous le vocable du « *Projet grec* » visent l'émancipation de tous les peuples orthodoxes de la péninsule balkanique, leur passage sous la protection de la Russie, l'expulsion des Turcs du continent européen et la création d'Etats tampons

[9] Le mot <*tsar*> étant la forme slave de « César ».
[10] MALIA Martin, *L'Occident et l'énigme russe. Du cavalier en bronze au mausolée de Lénine*, Editions du Seuil, 2003, p. 22
[11] *ibid*.., p. 161
[12] Voir notamment les lettres de Catherine II à Voltaire et Diderot.

sous le protectorat de la Russie sur les frontières sud, la Russie devenant alors le centre politique et militaire de la civilisation chrétienne orthodoxe, augmentant son influence au Moyen-Orient et en Europe de l'Est. Le passage de la presqu'île de Crimée, dominée par les Tatars, vassaux du sultan ottoman, sous contrôle de la Russie en 1785, est perçu comme le premier pas vers la réalisation du projet. Si l'idée de l'unité orthodoxe est instrumentalisée par Catherine II, il n'en reste pas moins que les considérations géopolitiques sont intrinsèquement liées à la dimension culturelle : ainsi l'un des petit-fils de la tsarine, baptisé Constantin, est élevé dans l'ambiance hellénique par des précepteurs grecs, destiné à devenir le premier gouverneur de Constantinople une fois le peuple grec libéré du joug turc. L'érection de la ville de Sébastopol sur les ruines de l'antique Kherson hellénique, est une autre incarnation du projet de domination impériale assurant à la Russie le contrôle de la Mer Noire[13]. De façon générale, la conquête de Constantinople – Tsar'grad par la Russie « *resta un objectif idéal jusqu'à la Première Guerre mondiale*[14] ».

Ainsi la composante religieuse orthodoxe joue un rôle important dans la construction de l'idée du rôle de la Russie au sein de la configuration culturelle et linguistique transnationale que constitue le monde slave : si les ambitieux projets des monarques russes concernant les Balkans n'aboutissent pas toujours, notamment à cause de l'intervention des autres puissances occidentales, en particulier l'Angleterre, qui voyaient leur influence menacée, l'argument de la protection des Slaves et de l'unité spirituelle du monde orthodoxe continue à être invoqué dans la diplomatie russe tout au long de l'époque tsariste.

3. Les théories géosophes

La position géographique particulière de la Russie constitue une autre composante idéologique qui façonnera durablement la pensée stratégique russe. L'ouverture naturelle des frontières terrestres occidentales et orientales s'ajoute à l'idée de l'altérité orthodoxe par rapport au « monde latin » d'un côté et aux « hordes turques » de l'autre, expliquant « *le complexe d'encerclement par des puissances potentiellement hostiles* [15]». Quels que soient le système politique, l'idéologie dominante ou le mode d'aménagement, la notion de territoire reste « *quasi ontologiquement congénitale à la définition de la Russie*[16] ». « *Dans l'âme du peuple russe*, écrivait le philosophe russe Nicolas Berdiaev, en 1951, *reste un fort élément de nature lié à l'immensité de la terre russe, au caractère illimité de la plaine russe*[17] ». Sans frontières physiques marquées séparant la Russie de l'Europe occidentale ou de l'Asie, la pensée russe s'est formée sur les catégories culturelles permettant d'affirmer la différence russe.

L'ouvrage de l'historien et philosophe Nicolaï Danilevskii (1822-1885) constitue la première tentative de conceptualiser « l'immensité russe » en termes stratégiques. Dans son ouvrage *La Russie et l'Europe*, l'auteur présente la scène internationale comme une lutte permanente entre les civilisations romaine et byzantine, représentées aux temps modernes par les cultures slaves d'une part, et germano-latines d'autre part, et leurs confessions respectives (orthodoxie et christianismes

[13] « Manifeste de l'union de la Crimée à la Russie », t. XXI, n° 15.708, cité auprès LIMONIER Kevin, « La flotte russe de mer Noire à Sébastopol : une « forteresse impériale » au sud ? », *Hérodote*, 2010/3 n° 138, p. 67

[14] De MEAUX Lorraine, « L'Orient russe. Représentations de l'Orient et identité russe du début du XIXe siècle à 1917 », *IRICE / Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2008/2 - N° 28, p. 117

[15] ROMER Jean-Christophe, *La pensée stratégique russe au XX siècle*, Paris, Economica et Institut de stratégie comparée, 1997, p. 8

[16] FILLER André, « L'identité nationale russe : anatomie d'une représentation », *Hérodote*, 2010/3 n° 138, p. 96

[17] BERDIAEV Nicolas, *Les sources et le sens du communisme russe,* Paris, Gallimard Idées, 1963, p. 8

occidentaux[18]). Si l'orthodoxie assurait la frontière imaginaire entre « le monde russe » et « le monde latin », la poussée de la Russie en Asie Centrale, dans le Caucase et au Moyen-Orient concomitamment à son positionnement en tant que puissance européenne au XVIII[e] et XIX[e] siècles nécessitait une légitimation idéologique. C'est alors que commencent à se développer les théories « géosophes », basées sur l'idée de la mission géopolitique particulière de la Russie qui découlerait de sa géographie. Littéralement « philosophie de la géographie », la géosophie représente un courant intellectuel russe qui affirmait un lien déterminant et presque sacral entre le paysage et le destin national. L'impérialisme constitue une trait caractéristique de ce courant : il cherche à légitimer l'expansion en permanence, en postulant que la Russie ne peut être qu'empire. Vassily Klyoutchevski, l'un de plus influents historiens du XIX[e] siècle, développe toute une argumentation s'efforçant de démontrer que la position géographique de la Russie détermine son aspiration permanente à l'élargissement et à la colonisation des territoires (voir tableau 1 ci-dessous).

1552 : l'annexion de Kazan et de la région de Volga Moyenne (Srednee Povolj'e, territoire actuel de la Mordovie et du Tatarstan, des régions de Penza, Samara, Oul'yanovsk).

1556 : l'annexion de la région d'Astrakhan, donnant accès à la mer Caspienne.

1581-1585 : la conquête de la Sibérie.

1654 : le début de l'expansion en Ukraine.

1702-1721 : l'expansion vers la mer Baltique, la lutte contre la Suède et la Pologne.

1707-1727, **1747-1756** : les étapes clés de la colonisation progressive de la Sibérie, des expéditions en Asie Centrale, du rattachement de la Kamtchatka.

1731 : le début de l'expansion au Kazakhstan.

1772-1775 : l'annexion des territoires polonais après le démembrement de la Pologne.

1774-1791 : l'expansion progressive dans la région de la mer Noire, la construction des bases navales en Crimée, l'annexion des territoires dans le Sud.

1779 : la colonisation des îles Kouriles.

1783 : le début de l'annexion de la Géorgie et la fondation de Sébastopol, base navale russe à la mer Noire.

1809 : l'annexion de la Finlande suite à la guerre avec la Suède.

1812 : le rattachement de la Moldavie (Bessarabie).

1813 : le rattachement à la Russie des territoires actuels du Daguestan, de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie suite à la guerre russo-perse 1804-1813 ;

1828 : le rattachement à la Russie des territoires de l'Arménie de l'Est, suite à la guerre russo-perse 1826-1828.

[18] MITROFANOVA Anastasia, « La géopolitique dans la Russie contemporaine », *Hérodote*, 2012/3 n° 146-147, p. 183

1865-1885 : l'annexion progressive des territoires en Asie Centrale correspondant actuellement au Kazakhstan, à la Kirghizie, au Tadjikistan, à la Turkménie, à l'Ouzbékistan par la création de protectorats.

1891-1903 : la construction de la Transsibérienne et par conséquent des liens stables avec la Sibérie et l'Extrême-Orient.

1896-1903 : l'annexion des territoires de l'Extrême-Orient

Tableau 1 : *La construction de l'Empire. Les principales dates de l'expansion de la Russie entre la XVe et le début du XXe siècle.*

En pratique, cette doctrine sous-tendait « *l'orientalisation de l'Empire*[19] » : se développe au XIX siècle un « orientalisme de proximité », centré sur le Caucase, le monde caspien, et l'Extrême-Orient ; l'idée de la « mission civilisatrice » de la Russie en Orient, assurant la médiation entre l'Europe et l'Asie, s'est concrétisée dans la conquête de l'Asie centrale vers 1850[20]. Mythe fondateur de l'Empire eurasiatique, l'idée du « pont entre civilisations » est basée sur une certaine représentation de la Russie, « *Asiatique de l'Europe et Européenne de l'Asie* », formulée dans toute une série de textes, et notamment dans les ouvrages de Fédor Dostoïevski :

> « *En Europe, on était des dépendants et des esclaves tandis qu'en Asie on sera maîtres. En Europe on était des Tatars, en Asie on sera Européens. Notre mission, notre mission civilisatrice en Asie encouragera notre esprit et nous élèvera. Il suffit juste de commencer ce mouvement* [21]».

Le projet colonial russe est justifié par ces représentations renvoyait à l'image de la « steppe sauvage » et du « Caucase exotique », se trouvant dans un état primitif et donc représentant une menace pour l'Etat russe policé ; les « tribus » colonisées, y compris les peuples qui ont connu le christianisme longtemps avant la Russie, comme le peuple Arménien, sont désignés dans le discours diplomatique comme « asiatiques » (*aziaty*) ou « Tartares » (version déformée du mot « Tatare »), afin de souligner l'opposition entre l'état de nature et la civilisation, dans le sens de l'Etat policé, que la Russie devrait leur apporter en tant qu'Etat européen[22].

4. L'idée du déclin de l'Occident et de « la troisième voie » russe

Le troisième élément qui façonne durablement la pensée stratégique russe puise ses racines dans le débat sur l'identité de la Russie qui divise les intellectuels russes tout au long du XIXe siècle. Période de la formation de la pensée historique structurée, le début du XIXe siècle voit émerger la conception culturelle de l'histoire élaborée par Johann von Herder : contestant l'idée du progrès et de

[19] De MEAUX Lorraine, « L'Orient russe. Représentations de l'Orient et identité russe du début du XIXe siècle à 1917 », *IRICE / Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2008/2 - N° 28, pp. 116
[20] *ibid*..
[21] DOSTOIEVSKI Fedor, *Les carnets d'un écrivain*, cité auprès FIGES Orlando, *Natasha's Dance. The Cultural History of Russia,* New York, Picador Edition, 2003, p. 415
[22] FIGES Orlando, *op. cit.,*. p. 378

la supériorité de la civilisation occidentale, il postule que chaque culture est unique et « *vaut comme une fin en soi* ». Les idées herderiennes vont réanimer le débat sur l'appartenance de la Russie à l'Europe, ouvert depuis les réformes de Pierre le Grand. La vie intellectuelle du XIXe siècle russe voit s'installer durablement deux courants de pensée, « occidentaliste » et « slavophile », s'opposant sur la question de l'identité russe et de la voie de développement à suivre. Si les premiers soutenaient que la Russie devrait suivre la voie tracée par Pierre se rapprochant au maximum du modèle occidental qui seul représente la modernité et le progrès, aussi bien économique et technique que politique et intellectuel, les slavophiles (ou les « nationalistes romantiques », dans la définition d'Iver Neumann[23]), porteurs de l'idée du panslavisme et du rôle messianique de la Russie, mettaient en avant la spécificité de l'« âme russe [24]» par rapport à l'Europe occidentale, présentée comme rationaliste et individualiste, ayant payé le progrès matériel et technique par l'éloignement de la « *communauté chrétienne libre avec le seul Dieu à la tête*[25] », ce qui devrait déterminer sa chute imminente.

Le débat sur la place de la Russie dans ou en dehors de l'Europe connaît un nouveau rebondissement après la débâcle de la Guerre de Crimée (1853-1856) : la défaite russe face à l'Empire ottoman soutenu par un concert des puissances occidentales est à l'origine du revirement intellectuel et stratégique. Si la défaite militaire a été très mal vécue, sa dimension symbolique l'a été encore davantage : la Russie se sent humiliée et trahie par le fait que les puissances européennes chrétiennes, l'Angleterre et la France, se sont rangées derrière l'Empire ottoman musulman dans « la lutte pour le berceau du Seigneur ». Fedor Dostoïevski qualifiait la guerre de Crimée de « *crucifixion du Christ russe* », soulignant que désormais la Russie a perdu les illusions quant à son appartenance européenne et doit chercher sa propre voie de développement :

> « *L'Europe ne croira jamais à nos promesses (…) et nous regardera toujours avec méfiance. C'est difficile à s'imaginer à quel point elle a peur de nous. Et si elle a peur, elle doit également nous haïr. L'Europe ne nous aime pas (…) et ne nous a jamais aimé ; jamais elle ne nous a compté parmi les siens, parmi les Européens, mais uniquement parmi les nouveaux venus contrariants* [26]».

La fameuse petite phrase d'Alexandre Gortchakov, ministre des Affaires étrangères russe de 1856 à 1882, « *La Russie ne se fâche pas, la Russie se concentre* », ainsi que la conception stratégique du tsar Alexandre III (1845-1894) résumée dans la phrase « *La Russie n'a que deux alliés au monde, son armée et sa marine* », traduisent ce revirement réaliste en termes stratégiques : désormais la Russie ne compte que sur elle-même dans la poursuite de ses intérêts, tout en rejetant l'Europe occidentale en tant que référence politique. Toutefois, l'accélération de la modernisation du pays dont la guerre met à nu les lacunes[27] nécessité l'emprunt les technologies occidentales, tout en refusant les réformes politiques : l'Empire russe reste, au début du XXe siècle, le seul régime absolutiste d'Europe, suivant la voie de la modernisation « à la russe », caractérisée par le rôle prépondérant de l'Etat central autoritaire et un décalage de plus en plus croissant entre le progrès économique et la sclérose politique, schéma qui se reproduira par la suite à l'époque soviétique.

Les idées slavophiles vont connaître un deuxième souffle dans les milieux des émigrés russes

---

[23] NEUMANN Iver B., *Russia and the Idea of Europe: A Study in Identity and International Relations*. London and New York: Routledge, 1996. 253 p.
[24] Voir plus sur l' « âme russe » dans FIGES Orlando, *op. cit.*.
[25] *ibid*.., p. 312
[26] DOSTOIEVSKII Fedor, Le carnet de l'écrivain, *op. cit.*.
[27] LIMONIER Kevin, *op. cit.*, p. 68

après la révolution de 1917 : il s'agit du courant « eurasiste », exaltant l'idée de la voie particulière de la Russie et son destin remarquable au sein du continent. Selon l'un des fondateurs de l'idéologie eurasiste, Piotr Savitski, la Russie correspondrait à l'Eurasie dans la mesure où elle est empire et non État-nation[28]. Les eurasistes présentaient la Russie non comme la périphérie de l'Europe, mais au contraire, comme un individu géographique au sein du continent eurasiatique, une totalité définie par ses spécificités territoriales et géopolitiques, mais aussi linguistiques et ethnologiques. La Russie serait « *un monde à part, distinct des pays situés à l'ouest et de ceux situés au sud et au sud-est [...] L'espace eurasien n'est pas divisé entre deux continents, il en forme un troisième* », écrit Piotr Savitski en 1925[29].

Lev Goumiliov (1912-1992) représente une autre figure phare du courant intellectuel eurasiste. Auteur de la théorie d'ethnogenèse, ce spécialiste du monde nomade turque souligne un lien entre la politique et le paysage du pays. Dans son ouvrage le plus célèbre, « *De Rus' à la Russie*[30] », l'auteur dessine plus d'un millénaire de l'histoire russe en présentant l'empire tsariste et l'Union soviétique comme les successeurs naturels des empires de steppes. L'auteur lui-même se positionne non comme un historien, mais comme un « éthologue », appliquant à l'histoire russe les méthodes des sciences naturelles. Le concept de « passionarité» constitue l'une des matrices théoriques de Goumiliov : toutes les activités humaines seraient le fruit de cet attribut génétique qui passe de manière héréditaire au sein de l'ethnos et pousse les hommes « à mourir pour les idées » ; les personnalités historiques sont divisées en « passionarias » (les « grands hommes ») et sous-passionarias (tous les autres). Pour Goumiliov, les Russes possèdent un degré élevé de « passionarité » par rapport aux autres peuples européens, ce qui explique leur aspiration à l'expansion impériale permanente ; cette « passionarité » serait intrinsèquement liée au religieux : « *Chez les Russes la passionarité montante se trouvait dirigée par l'orthodoxie dans le seul but de construire une Sainte Russie* [31]».

II. L'EMPIRE SOCIALISTE

Le messianisme russe porteur d'un projet émancipateur pour une catégorie ethnique, religieuse ou sociale, ne disparait pas avec le changement du régime en 1917 : l'un des piliers de la pensée stratégique russe, permettant de légitimer l'expansion territoriale de la Russie et ses intérêts stratégiques, il est réapproprié et reformulé par les Bolcheviks, comme toute une série d'autres représentations ancrées dans la culture politique russe.

1. La reformulation du messianisme russe

En effet, si la révolution de 1917 représente un changement brutal du régime politique et social, le modèle du pouvoir instauré par les Bolcheviks reproduit et renforce des traits pluriséculaires russes : l'étatisme et la centralisation, l'hypertrophie de l'appareil bureaucratique et l'autoritarisme sont autant de traits caractéristiques du régime soviétique, tandis que l'absolutisme tsariste et l'orthodoxie

---

[28] MITROFANOVA Anastasia, « La géopolitique dans la Russie contemporaine », Hérodote, 2012/3 n° 146-147, p. 183

[29] Cité auprès De TINGUY Anne et FACON Isabelle, « L'ouverture sur l'Asie et le monde arabo-musulman : la Russie « quitte-t-elle l'Occident » ? », *dans* FACON Isabelle et al., *Moscou et le monde*, Paris, Autrement « Mondes et Nations », 2008, p. 170

[30] GOUMILEV Lev, *Ot Rusi do Rossii : otcherki etnitcheskoi istorii / De Rus' à la Russie ; les essais de l'histoire ethnique*, Moscou, Youna, 1992, 272 p.

[31] LARUELLE Marlène, *La quête d'une identité impériale. Le néo-eurasisme dans la Russie contemporaine*, Pétra, 2007, p. 59, 60, 66

sont remplacés par l'absolutisme du parti unique et le dogme marxiste. Cette paradoxale dialectique, entre la rupture proclamée et la continuité de fond, marquera l'essence même du régime soviétique qui, tout en voulant faire table rase du passé, renforce les schémas de pensée qui ont longtemps sous-tendu la culture politique russe et influencé sa stratégie.

La révolution de 1917 marquera le début de l'affrontement idéologique avec le monde occidental capitaliste, donnant le deuxième souffle à l'idée de l'altérité russe tout en la reformulant : l'idée de la mission particulière de la Russie apparaît dans toute son ampleur, mettant en exergue le caractère téléologique de l'idéologie soviétique. En effet, dans le dogme léniniste, la Russie n'est plus une zone périphérique de l'« impérialisme mondial », mais un pays porteur de l'avenir de l'humanité, un « *laboratoire d'une nouvelle société* » dont le but ultime serait « *l'instauration du communisme dans le monde*[32] ». « *L'appartenance au royaume russe était déterminée par la confession de la foi orthodoxe. Il est aussi évident que l'appartenance de la Russie soviétique, du royaume russe communiste, est déterminée par la foi orthodoxe communiste* », écrivait le philosophe russe Nicolas Berdiaev en 1951[33]. Affirmant la supériorité économique, politique et morale du socialisme soviétique, la solidarité entre les peuples soviétiques et le projet émancipateur global dont l'Union Soviétique serait porteur, cet imaginaire a donné l'impulsion à la mise en place de la « Troisième internationale » (1919), s'inscrivant dans la continuité avec la doctrine de « Moscou – Troisième Rome ». Les inspirateurs de la Troisième internationale entendaient « *assurer à la Russie, par la révolution mondiale, la domination de toute la planète* [34]» ; à l'ambition de restaurer l'Empire – civilisation basée sur l'idée de l'unité orthodoxe succède l'ambition de créer l'Empire – civilisation basée sur l'unité du prolétariat mondial. La représentation eschatologique de l'avenir influence la tactique que les Bolcheviks adoptent pour assurer le retrait unilatéral de la Russie de la Première guerre mondiale : l'épuisement économique et militaire de la Russie a été aussi important que la conviction des Bolcheviks que la guerre impérialiste se transformera inévitablement en guerre civile entre les prolétaires et les bourgeois et débouchera en une révolution socialiste mondiale dont la Russie indiquera le chemin. Ainsi lors des négociations du décembre 1917 concernant la conclusion de la paix séparée avec l'Allemagne, Lev Trotski, chef de la délégation russe, fait trainer les pourparlers (selon sa formule, « *ni guerre ni paix* »), aspirant à l'imminent réveil révolutionnaire de la classe ouvrière allemande empêchant le pays de poursuivre la « guerre impérialiste ».

Si la stratégie soviétique des années 1920-1930 est dominée par l'idée de la révolution mondiale imminente[35], l'idée spenglerienne du déclin de l'Occident ne perd pas de sa force pour autant. Depuis le passage de Staline au pouvoir les éléments messianiques dans le raisonnement stratégique soviétique se renforcent : le capitalisme serait « condamné par l'histoire » et la régénération viendrait du « premier Etat socialiste ». La victoire de l'URSS dans la Deuxième guerre mondiale est présentée comme la preuve par excellence de la supériorité économique, politique et morale du modèle soviétique, et la chute du « fascisme allemand », comme le premier pas dans le krach des « capitalismes impérialistes ». La donne géopolitique change après 1945 : suite à la victoire, l'URSS et les Etats-Unis se trouvent projetés au rang de superpuissances mondiales ; au système classique de plusieurs puissances dominant la scène internationale succéda un système bipolaire, le monde étant désormais divisé en deux « pôles» que tout oppose et dont chacun réclame la supériorité dans la confrontation idéologique. Si l'expansion de l'URSS après la Seconde guerre mondiale n'est pas allée au-delà de la zone traditionnellement considérée comme « panslave », la rhétorique messianique sous-tend les intérêts stratégiques de l'URSS : après la « *libération de l'Europe de la « peste brune »* », la mission de l'URSS serait de lutter pour l'émancipation de tous les peuples opprimés (« *le devoir international de l'Union soviétique* »). Cette rhétorique justifiait l'intervention directe ou indirecte de l'URSS dans toutes les régions du monde afin de soutenir « la lutte pour la liberté » des peuples

[32] ROMER Jean-Christophe, *op. cit.*, p. 14
[33] BERDIAEV Nicolas, *op. cit.*.
[34] MALIA Martin, *op. cit.,* p. 22
[35] ROMER Jean-Christophe, *op. cit*., p. 20

colonisés, le financement des relations clientélistes avec les régimes socialistes nouvellement créés et le soutien aux divers groupements armés (voir tableau 2 ci-dessous). La formation du système des pays satellites, qui se rangeaient sur la doctrine stratégique de l'URSS et adoptaient le même modèle politique et social, a constitué l'instrument principal de l'expansion territoriale, militaire et politique de l'URSS dans la période de l'après-guerre.

1917 : la révolution d'Octobre et le début de l'instauration du pouvoir soviétique sur le territoire de l'ancien Empire russe.

1922 : la création de l'URSS.

1939 : l'annexion de l'Ukraine et de la Biélorussie de l'Ouest, de la Bessarabie, suite aux protocoles secrets du pacte Molotov-Ribbentrop entre l'URSS et l'Allemagne.

1940 : l'annexion des Pays Baltes.

1945 : l'instauration des régimes socialistes sous tutelle de l'URSS en Europe de l'Est (« les démocraties populaires »). Huit pays d'Europe ont fait partie du « bloc socialiste » ou « bloc de l'Est » : Yougoslavie (1945), Albanie (1946), Bulgarie (1946), Roumanie (1947), Hongrie (1949), République démocratique d'Allemagne (1949), Pologne (1952), Tchécoslovaquie (1960).

1946 : le rattachement à la Russie du Sakhaline du Sud et des îles Kouriles (Extrême Orient).

1961 : la construction du mur de Berlin.

Les années 1960-1980 : nombre de pays du Tiers Monde se proclament socialistes suite aux victoires des partis socialistes et travaillistes d'orientation marxiste-léniniste, s'alignant sur URSS et adoptant l'idéologie communiste, recevant des aides financières et militaires de l'URSS (la République de Guinée (1958), la République populaire du Congo (1969), la République démocratique de Somalie (1969), la République populaire d'Angola (1975), la République populaire du Mozambique (1975), la République populaire du Bénin (1975), la République démocratique d'Afghanistan (1978), la République démocratique populaire du Yémen (1967), la République populaire du Kampuchéa (1979) etc.).

1989 : la chute du mur de Berlin, le retrait du Groupe de Forces Soviétiques de l'Allemagne de l'Est.

1992-1994 : le démantèlement des « Groupe de Forces Ouest» et « Groupe de forces Nord » de l'Armée russe représentant, depuis les accords de Potsdam (1945), les intérêts politiques et militaires de l'URSS en Europe de l'Est et dans les pays Baltes.

Tableau 2 *: La construction et la perte de l'Empire soviétique. Les dates clés de l'expansion territoriale et politique de l'URSS début XXe – début XXIe siècle.*

2. La pensée de la guerre froide

Si le messianisme reste la grande constante de la pensée stratégique russe, la période soviétique va engendrer les représentations qui forment non seulement les bases de l'auto-identification du peuple soviétique, mais la pierre angulaire de sa doctrine stratégique : l'opposition téléologique à l'Occident abstrait symbolisé par les Etats-Unis, la division du monde en « nous » et « eux »,

l'opposition entre les valeurs bourgeoises et socialistes, la représentation bipolaire du monde. La guerre froide va durablement ancrer l'Occident dans l'image de l'ennemi et imposer la pensée des blocs, portant aux extrêmes la logique de confrontation entre la Russie et le monde occidental : si après la mort de Staline, la doctrine stratégique officielle proclame la coexistence pacifique entre les régimes capitalistes et socialistes, il n'en reste pas moins que l'Occident continue à jouer le rôle de l'épouvantail. Pendant plusieurs générations, les Soviétiques ont adhéré au modèle de confrontation alimenté par la propagande tout en partageant le sentiment de l'invincibilité de l'Armée rouge suite à la victoire dans la Seconde guerre mondiale. C'est également à cette époque que le complexe militaro-industriel prend une importance déterminante pour tout le développement économique de l'URSS : l'économie soviétique a été profondément militarisée et centrée autour de l'industrie lourde considérée comme le principal outil du développement, au détriment de l'industrie légère. Les branches « stratégiques » de l'économie (l'énergie, les industries extractives, la métallurgie, les constructions mécaniques, l'industrie chimique, le secteur des matériaux de construction etc.) prennent la place des plus en plus importante : en 1928, leur part représente 40% de l'économie, pour atteindre 61,2% en 1940 et 74,4 en 1966 et rester à ce niveau jusqu'en 1980[36].

III. L'ÉVOLUTION DU DÉBAT STRATÉGIQUE A LA SORTIE DE L'URSS

La structuration de la pensée stratégique actuelle est indissociable des questionnements identitaires auxquels la Russie fait face à la sortie de l'Union Soviétique : si le krach des dogmes soviétiques facilite la destruction du système du « socialisme développé » à l'intérieur du pays, il précipite également le démantèlement de l'ordre stratégique antérieur.

1- « L'enchantement avec l'Occident ».

En 1989, Mikhaïl Gorbatchev lance, devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, sa fameuse petite phrase, « *l'Europe est notre maison commune* [37]», plaidant la rupture avec la pensée de la guerre froide considérant l'Europe comme « *une arène de confrontation divisée en zones d'influence et en zones tampons, comme site de confrontation militaire, théâtre de guerre*[38] », mais aussi avec « *le cercle vicieux « action – contre-action » dans les rapports entre l'Est et l'Ouest* [39]».

Le débat stratégique à l'ère de la *glasnost'* (transparence) doit être inscrit dans le contexte politique de l'époque. A la fin des années 1980, la société soviétique découvre, brusquement, le mode de vie occidental, réanimant le vieux débat sur les voies de développement de la Russie et sa véritable place dans l'équilibre mondial. Au cours des discussions animées dans les pages de la presse écrite notamment, dont les tirages explosent, l'*establishment* intellectuel russe se structure autour de deux grands pôles : le premier se définit comme « libéral », le deuxième comme « patriotique ». Inspiré des décisions de la Conférence de Helsinki à 1975, le courant « libéral » rassemblait les personnalités qui proclamaient leur attachement aux droits de l'homme et aux libertés politiques et civiques, associés à l'Occident, les tenants des réformes radicales politiques, économiques et sociales, voyant le pluralisme

---

[36] LE DIASCORN Yves, *L'expérience soviétique,* Paris, Ellipses, 2002, p. 78

[37] Conseil de l'Europe – Assemblée parlementaire. Compte-rendu. Quarante et unième session ordinaire. 8-12 mai et 3-7 juillet 1989. Tome I. Séances 1 à 9. 1990. Strasbourg: Conseil de l'Europe. "Discours de Mikhaïl Gorbatchev", pp. 197-205, document consultable sur http://www.cvce.eu/obj/discours_de_mikhail_gorbatchev_devant_le_conseil_de_l_europe_strasbourg_6_juillet_1989-fr-4c021687-98f9-4727-9e8b-836e0bc1f6fb.html

[38] *ibid*..

[39] *ibid*..

politique, l'économie de marché et le respect des libertés individuelles comme le retour vers l'identité occidentale de la Russie, occultée par les Bolcheviks. L'aile « patriotique » rallie des courants conservateurs assez hétérogènes, allant de pures marxistes aux slavophiles nationalistes voire antisémites, qui aspirent à sauvegarder le système soviétique et considèrent que la démocratie à l'occidentale conduira à l'affaiblissement de la Russie par l'affaiblissement de sa spécificité. Les conservateurs rejettent les idées de la *perestroïka* (reconstruction) soit pour les raisons de leur foi sincère dans le potentiel du socialisme, soit pour un intérêt personnel de garder le système soviétique tel qu'il est. Au niveau institutionnel, cette aile est représentée par les technocrates de l'appareil du Parti et des Soviets, le complexe militaro-industriel, les responsables du commerce et des services, les hauts dignitaires de l'armée.

En 1991, après le putsch échoué des communistes conservateurs, la Russie semble avoir définitivement rompu avec le passé soviétique afin d'embrasser le courant du développement démocratique occidental. Dans la pensée des nouvelles élites, pendant la guerre froide la Russie avait agi contre ses propres intérêts, occultant son identité européenne et saignant à blanc les ressources économiques et humaines du pays au profit des « utopies marxistes » ; la chute de l'URSS donne l'opportunité de redevenir un « pays normal » et de rejoindre la « famille des pays civilisés ». A l'intérieur, on assiste à l'aspiration idéaliste à la « westernisation » rapide de la société russe à travers l'instauration des institutions occidentales : les nouvelles élites croient en la « main invisible régulatrice du marché » et en l'existence de bonnes solutions qu'il suffirait appliquer à la Russie pour que le pays retourne sur « le droit chemin ». Au niveau stratégique, cet optimisme s'est traduit par « *l'euphorie pro-occidentale* [40]» : l'idée de la maison européenne commune va de pair avec l'aspiration idéaliste de la Russie de réintégrer l'Europe ; l'Occident est proclamé un « allié naturel » de la Russie. Cette approche idéaliste est partagée par une très grande partie de la population, lasse de la confrontation permanente avec l'Occident et de la militarisation de la vie quotidienne qui en découlait : selon un sondage, à la fin des années 1980, 87% des Russes pensaient que la Russie n'avait tout simplement aucun ennemi stratégique[41], manifestant la perception fort vague de menaces.

La première doctrine stratégique de la Russie postsoviétique, datant de 1993 et connue sous le nom de « doctrine Eltsine – Kozyrev » traduit bien ces idées : pour Andrei Kozyrev, le nouveau ministre des Affaires étrangères, la Russie postsoviétique doit être l'allié naturel de l'Occident, renoncer à son statut de la seule puissance capable à résister au « capitalisme mondial » et rejoindre le rang des pays démocratiques parmi les autres[42]. Le rapprochement avec les grandes puissances industrialisées occidentales, en premier lieu les États-Unis[43], à travers les tentatives d'élaborer des nouveaux mécanismes de gestion des relations entre la Russie et l'OTAN, est proclamé la priorité stratégique de la Russie. La redéfinition de la stratégie russe se résume à l'alignement des positions russes sur celles des partenaires occidentaux (politique définie tantôt comme « *solidarité entre les démocraties* », tantôt comme « *suivisme pro-occidental* [44]»). Aucune définition claire des intérêts stratégiques de la Russie ne ressort de la Stratégie de 1993 : tout se passe comme s'ils étaient assimilés aux « *valeurs universelles de la communauté des démocraties* [45]». L'absence de réaction de la part de la Russie à la

[40] TRENIN David, « Stratégie russe : une difficile naissance », *Politique étrangère*, n°1, 1997, p. 63

[41] SHIRAEV Eric, *Russian Government and Politics*, Palgrave Macmillan, 2010, p. 57

[42] *Otcherki istorii ministerstva inostrannykh del Rossii. 1802-2002 / Les essais sur l'histoire du Ministère des Affaires Etrangères russe. 1802-2002,* vol. 3, Biographies des ministres des Affaires Etrangères, Moscou, OLMA-Press, 2002, 432 p.

[43] FACON Isabelle, « Moscou-Washington, la coopération dans la conflictualité », *dans* FACON Isabelle (dir.), *Moscou et le monde,* Autrement « Mondes et Nations », 2008, pp. 86-117

[44] DOMINIQUE David, « Fin d'un siècle, fin d'une Russie », *dans* BOYER Yves, FACON Isabelle (dir.), *La politique sécuritaire de la Russie. Entre continuité et rupture*, 2000.

[45] Les fondements de la « doctrine Kozyrev » peuvent être vus à travers son ouvrage KOZYREV A.V., « *Strategiia partnerstva* » / « La stratégie du partenariat ». *La politique extérieure et la sécurité de la Russie actuelle*, 1991-1998, vol. 1, Moscou, MONF,

redéfinition de la stratégie américaine dans l'espace post-soviétique, à savoir, le passage de « l'endiguement » à « l'élargissement démocratique » proclamé en 1993, constitue l'illustration par excellence de la nouvelle approche : la montée rapide de l'influence étatsunienne dans l'Europe centrale et orientale à travers le soutien économique et institutionnel aux « nouvelles démocraties » n'a pas été perçue comme une menace pour les intérêts de la Russie[46]. Ce « *décalque des positions occidentales* » qui s'est substitué à une stratégie autonome[47] traduisait aussi bien la lassitude du modèle de confrontation de la guerre froide que l'aspiration de la Russie d'être acceptée de plein droit au sein de l'Europe.

Cet « enchantement avec l'Occident » n'a pas fait long feu : au milieu des années 1990, il est devenu évident que le « partenariat équitable » avec l'Europe ne pourrait jamais avoir lieu, notamment à cause du déclassement démographique, économique et social que la Russie a connu avec l'effondrement de l'URSS : si les armées nucléaires continuent à jouer le rôle du « *facteur égalisateur* [48]», tous les autres éléments de puissance sont affaiblis. En l'espace de quelques années, la superpuissance de jadis a rejoint un rang des pays communément appelés « Tiers-Monde » ; le secteur de défense, l'industrie militaire, l'armée et les structures de force tombent dans un état « *anarchique* [49]». Tandis que la Russie « *assistait impuissante à son affaiblissement* [50]», l'attitude des partenaires occidentaux n'a fait qu'augmenter son sentiment d'humiliation : si « *l'élargissement de la démocratie* » en Europe de l'Est a entraîné les programmes concrets d'aide économique pour ces pays, la Russie n'a été concernée par l'aide occidentale que de façon très marginale ; l'élargissement de l'OTAN en Europe de l'Est est perçu par l'*establishment* stratégique russe comme une trahison des promesses faites à Mikhaïl Gorbatchev au moment de la réunification allemande et comme l'« arrogance occidentale » qui n'est que « *l'image inversée de l'humiliation russe, le produit sec d'un unilatéralisme américain*[51] ». L'échec de l'idée de la « maison commune européenne » engendre des désillusions et des frustrations au sein de la population et oriente la stratégie russe vers le réalisme plus affirmé et la définition plus claire de ses intérêts.

2- Le « tournant réaliste » de la « doctrine Primakov ».

En 1996, Andrei Kozyrev, impopulaire car accusé d'avoir assimilé les intérêts russes aux intérêts des Etats-Unis, est remplacé par Evguéni Primakov au poste du ministre des Affaires étrangères. Ancien chef du KGB parlant plusieurs langues orientales, dont l'arabe et le persan, ce dernier replace les intérêts russes au centre de la doctrine stratégique, tout en les redéfinissant dans un sens moins idéologique et plus rationnel : partisan d'une ligne eurasienne, il procède à la construction du contrepoids de la puissance américaine, basé sur l'idée du monde multipolaire[52]. Parallèlement, dans les milieux intellectuels proches du pouvoir en place, commence la construction d'une représentation alternative de l'identité nationale : matérialisés dans un ouvrage en quatre volumes qui se voulait fondamental et qui portait un titre ambitieux, « L'Altérité », leurs thèses représentaient la rupture

---

1999, pp. 150-166 ; cité auprès BOGATOUROV Alexei, « Trois générations des doctrines de la politique extérieure russe », *Les processus internationaux,* vol. 10, n° 2 (29), mai-août 2012. http://www.intertrends.ru/thirteen/005.htm#note2

[46] LAKE Antony, Assistant to the President for National Security Affairs, "*From Containment to Enlargement*", Johns Hopkins University, School of Advanced International Studies Washington, D.C., September 21, 1993, consultable sur https://www.mtholyoke.edu/acad/intrel/lakedoc.html

[47] DOMINIQUE David, *op. cit.*

[48] TRENINE David, « Stratégie russe : une difficile naissance », *Politique étrangère,* n° 1, 1997, p. 64

[49] *ibid*., p. 62

[50] RUCKER Laurent, « La politique étrangère russe », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2003, n° 1038), p. 24

[51] DOMINIQUE David, *op. cit.,* p. 25

[52] *ibid*.. p. 29

avec la vision occidentaliste de la Russie, soulignant, dans la logique slavophile, sa différence identitaire fondamentale[53].

« La doctrine de Primakov » est basée sur trois piliers. Tout d'abord, il s'agit de l'idée de « partenariats sélectifs » avec l'Occident : rompant avec la croyance en l'Occident comme « allié naturel de la Russie », la logique de sélectivité dans le choix des partenaires rendait la ligne extérieure russe plus flexible ; par ailleurs, la Russie commence à jouer sur les différends entre l'Union européenne et les Etats-Unis, toujours en quête du renforcement de ses propres positions. Ensuite, il s'agit de la politique de contrebalancement de la dominance américaine par l'extension des liens de la Russie en Asie et au Moyen Orient. Cette politique est mise en œuvre notamment par les efforts de construire un triangle stratégique flexible Moscou / New Delhi / Pékin capable de contrebalancer l'influence américaine ; dès 1996 la Russie s'engage, de façon symbolique, dans le « partenariat stratégique » avec la Chine. Pour autant, cette politique relève en grande partie du jeu de faux semblants : si les déclarations et les rencontres officielles avec les leadeurs asiatiques s'efforcent de donner l'impression de l'émergence du pôle de puissance capable de tenir tête aux Etats-Unis, aucune vraie politique commune n'a été élaborée pendant cette période entre la Russie et ses voisins orientaux. Enfin, il s'agit de la construction de la « ligne rouge» à l'ouest du pays, correspondant à la frontière de l'ex-URSS : « la doctrine de Primakov » réaffirme la thèse selon laquelle les pays de la CEI (Communauté des Etats Indépendants) constituent la zone historique des intérêts russes et que toute expansion de l'OTAN au-delà de ces frontières, y compris dans les Pays Baltes, serait perçue par la Russie comme signe de hostilité et entrainerait des conséquences politiques[54].

3- L'impact du traumatisme du Kosovo.

La guerre du Kosovo de 1999 constitue un événement politique et repère symbolique qui a accéléré la perception de l'Occident et des Etats-Unis comme l'ennemi principal de la Russie. L'opération « Force alliée [55]», démontrant le dysfonctionnement du partenariat Russie – OTAN, est perçue comme l'échec de la « doctrine Primakov [56]» : l'alliance a démontré qu'elle « *peut frapper unilatéralement, et imposer sa propre vision de la souveraineté des Etats* [57]», nonobstant le désaccord de la Russie. Si le gouvernement condamne sans ambages « *la violation des règles internationales* », et le ministère des Affaires étrangères, qualifiant les frappes de « *génocide* », proclame le gel des relations avec l'OTAN, l'opinion majoritaire en Russie appelle à la défense des « frères serbes », ranimant l'idée de l'union slave et l'antiaméricanisme[58]. La marginalisation du Conseil de Sécurité de l'ONU, mise en lumière par le conflit, est interprétée en Russie comme l'atteinte à sa place de membre permanent au sein du Conseil et à son droit de veto.

Non seulement cette crise a profondément modifié la vision du système des relations internationales et la perception des menaces immédiates, mais encore elle a consolidé les élites et la

---

[53] FILLER André, *op. cit.,*p. 104

[54] FEDOROV Yuri E., « *Boffins' and 'Buffoons': Different Strains of Thought in Russia's Strategic Thinking* », Chatham House, Russia and Eurasia Programme, 2006, p. 4

[55] NATO's role in relation to the conflict in Kosovo, 13 juillet 1999, HTTP://WWW.NATO.INT/KOSOVO/HISTORY.HTM

[56] FISK Robert, « War in the Balkans : Primakov Fails to End the Bombing », *The Independent,* 31 mars 1999, http://www.independent.co.uk/news/war-in-the-balkans-primakov-fails-to-end-the-bombing-1084079.html

[57] DOMINIQUE David, *op. cit.,* p. 25

[58] RADVANIY Jean, Guerre dans les Balkans. Tempête politique en Russie, *Le Monde diplomatique,* juin 1999, http://www.monde-diplomatique.fr/1999/06/RADVANYI/12117

société russes dans l'inacceptation de l'élargissement de l'OTAN. En juin 1999, les forces armées russes effectuent un exercice stratégique « ZAPAD 99 » (« Ouest 99 »), au cours desquels les troupes russes repoussent avec succès une offensive des forces de l'OTAN dans la région de la Baltique[59]. La doctrine stratégique russe est réorientée d'urgence : dans la nouvelle version approuvée en 2000[60], pour la première fois depuis 1993, les menaces extérieures se sont concrétisées ; la Russie réaffirme son droit à l'usage du nucléaire en réponse aux menaces contre la sécurité du pays, ainsi qu'au recours à l'armée à l'extérieur du pays pour protéger ses intérêts. La nouvelle doctrine souligne l'impact déstabilisateur du contournement par l'Occident et notamment les Etats-Unis des mécanismes existant au niveau des institutions internationales – et, par conséquent, de l'avis de la Russie – pour la situation politique et militaire ; le texte dénonce l'ingérence étrangère sous couvert des interventions humanitaire sans aval du Conseil de Sécurité[61].

Les aspects particuliers de la ligne stratégique, abordés dans les messages annuels du Président au Parlement, discours programmatique définissant les grandes lignes de la politique russe[62], constituent un autre indicateur de ce revirement : si au début des années 1990, Boris Eltsine affirme que « *la confrontation globale est révolue* » et que « *pour la première fois depuis longtemps la Russie n'a pas d'adversaires militaires*[63]», à partir de 1997 la thématique de la dignité et du monde multipolaire, la contestation de la domination des Etats-Unis commencent à être perceptibles. Le discours de 1998 reconstruit l'image de la Russie – grande puissance *(velikaia derjava). « Aujourd'hui,* affirmait Boris Eltsine, *tout le monde comprend : sans la Russie il est impossible de résoudre de façon efficace les problèmes internationaux aigus, que ce soit le problème en Bosnie, qu'il s'agisse les relations arabo-israéliennes ou de la situation au Moyen Orient*[64]».

Cette rhétorique réaffirmant le droit de regard de la Russie dans les affaires mondiales se renforce sensiblement après la guerre de Kosovo. Dans le discours de 1999, la partie consacrée à la politique extérieure de la Russie est intitulée « *Le pôle russe dans le monde multipolaire »*. Le Président affirme que l'actuel équilibre international rend urgent la tâche du renforcement de la Russie : la faiblesse internationale de la Russie, mise en lumière par la guerre de Kosovo, serait engendrée par sa faiblesse économique et politique intérieure, et actuellement pour la Russie « *il n'y pas de plus urgente tâche que de concentrer toutes ses forces sur sa restauration – spirituelle, économique, politique* ». Condamnant fermement « *l'utilisation unilatérale de force* » en contournant les institutions internationales, Boris Eltsine présente l'OTAN comme « *agresseur*[65]» de la Yougoslavie « *indépendante, qui ne menace personne* » ; les tentatives de l'OTAN de remplacer les institutions internationales et d'imposer à l'Europe des solutions militaires sont qualifiées d'une « *erreur tragique*

[59] FIODOROV Iourii, « La pensée stratégique russe », *dans* BOYER Yves, FACON Isabelle (dir.), *La politique sécuritaire de la Russie. Entre continuité et rupture*, 2000, pp. 73-74.

[60] « *Voennaia doktrina Rossiiskoi federatsii » / «* La doctrine militaire de la Fédération de Russie », *Nezavissimaia Gazeta,* 22 avril 2000, consultable sur http://www.ng.ru/politics/2000-04-22/5_doktrina.html

[61] Les mutations de l'Armée russe, *Cahier de la recherche doctrinale, CDEF-DREX,* 1991-2005, pp. 16-18

[62] L'intégralité des Messages annuels, de 1994 à nos jours, sont consultables sur le site http://www.intelros.org/

[63] C'est moi qui traduis – E.M. *Poslanie Prezidenta Rossii Borisa Eltsina Federal'nomou Sobraniiou RF : « Ob oukreplenii Rossiiskogo Gosoudarstva* / Le message du Président de la Russie Boris Eltsine au Parlement « Sur la consolidation de l'Etat russe », 24 février 1994, consultable sur le site *Intellektoual'naia Rossiia* / La Russie intellectuelle, http://www.intelros.org/lib/elzin/1994.htm

[64] C'est moi qui traduis – E.M. *Poslanie Prezidenta Rossii Borisa Eltsina Federal'nomou Sobraniiou RF* « *Obschimi silami – k pod'emu Rossii* » / Le message du Président de la Russie Boris Eltsine au Parlement « Les force conjointes pour le progrès de la Russie », 17 février 1998, http://www.intelros.ru/strategy/gos_rf/psl_prezident_rf_old/75-poslanie_prezidenta_rosii_borisa_elcina_federalnomu_sobraniju_rf_obshhimi_silami__k_podemu_rossii_1998_god.html

[65] C'est moi qui traduis – E.M. *Poslanie Prezidenta Rossii Borisa Eltsina Federal'nomou Sobraniiou RF* « *Rossiia na roubeje vekov* » / Le message du Président de la Russie Boris Eltsine au Parlement« La Russie à la frontière des siècles », 30 mars 1999, http://www.intelros.ru/2007/02/05/poslanie_prezidenta_rosii_borisa_elcina_federalnomu_sobraniju_rf_rossija_na_rubezhe_jepokh_1999_god.html

des autorités américaines[66]» ; les raisonnements liés aux ambitions de la grande puissance se manifestent avec beaucoup de force.

DEUXIÈME PARTIE : LE CADRE INSTITUTIONNEL ET IDÉOLOGIQUE DU DÉBAT ACTUEL.

Cet axe de l'étude est consacré à la cartographie du débat stratégique actuel, identifiant les principaux acteurs et institutions qui font vivre la pensée stratégique russe aujourd'hui, Dans cette partie, on démontrera que l'ensemble d'idées stratégiques développées après la chute de l'URSS reste confiné au cadre du débat classique entre les occidentalistes et les slavophiles : les tensions entre les « libéraux » et les « conservateurs », visibles dès 1991, ne sont qu'un avatar du débat pluriséculaire entre partisans de la vision de la Russie occidentalisée et ceux de l'altérité russe.

I- La prise des décisions stratégiques en Russie

Si depuis la chute de l'URSS le débat stratégique a évolué, le paysage stratégique s'est complexifié et de nombreux acteurs et de groupes d'influence gravitent autour du centre de décision, le processus de prise de décision reste quasiment immuable : le Kremlin continue à constituer le centre de définition et d'impulsion de la stratégie russe. Le processus formel d'élaboration de la politique étrangère russe comprend deux maillons-clés : le pouvoir présidentiel (incarné par l'administration présidentielle) et le ministère des Affaires étrangères (MID), ainsi que son réseau[67]. Le décret présidentiel du 8 novembre 2011 charge le Ministère du rôle de coordination dans la mise en place d'une « *ligne unique de politique extérieure russe*[68]» : nonobstant le nombre croissant d'acteurs désireux de participer à la définition de la stratégie russe, c'est au Ministère d'assurer « que la Russie parle d'une seule voix ». Cette coordination se traduit en pratique par l'encadrement des initiatives politiques et sociales en la matière, réduisant la diversité d'interprétations. Ainsi par exemple, les experts du Ministère participent activement au travail parlementaire dans les commissions spécialisées, « *aidant les parlementaires à formuler leur position selon la ligne commune afin de défendre les intérêts russes lors des assemblées parlementaires du CEI, Conseil de l'Europe, OSCE, OTAN et autres forums internationaux*[69]». Les interactions du MID avec les partis politiques se limitent à l'« *aide pratique et informationnelle dans l'élaboration et le développement des liens avec des partenaires étrangers* », ce qui signifie en pratique l'assistance au niveau des visas ; par ailleurs, les partis politiques non représentés au Parlement ne représentent pas non plus un interlocuteur valable aux yeux du Ministère.

1- L'aide à la décision et la promotion des intérêts russes à l'étranger : les interlocuteurs du ministère des Affaires étrangères.

---

[66] *ibid.*.

[67] BARANOVSKY Vladimir, « La fabrique de la politique étrangère russe », *dans* FACON Isabelle (dir.), *Moscou et le monde*, Autrement « Mondes et Nations », 2008, pp. 15-54

[68] *Oukaz o koordinirouiouschei roli MID v provedenii edinoi vneschnepoliticheskoi linii* / Oukase « Le rôle de coordination du Ministère des Affaires étrangères dans la conduite de la politique extérieure », n° 1478, 8 novembre 2011, consultable sur le site du Kremlin http://kremlin.ru/acts/13398

[69] *Vnechnepolititcheskaya i diplomaticheskaya deiatel'nost Rossiiskoi federatsii v 2011 godou* / L'activité extérieure et diplomatique de la Fédération de la Russie en 2011, Rapport du Ministère des Affaires Etrangères, Mars 2012

Les acteurs directement intégrés dans le système national de décisions géopolitiques le sont via la collaboration avec le MID. Premièrement, il s'agit de la communauté d'experts autour du Ministère, représentée notamment par le Conseil scientifique du ministère des Affaires étrangères, ainsi que par les structures de recherche proches ou dépendantes du MID, par exemple MGIMO (*Moskovskii Gogoudarstvennyi Institout Mejdounarodnykh Otnoshenii /* Institut d'Etat des Relations Internationales de Moscou) ou l'Académie diplomatique. La collaboration s'effectue par le système du financement des projets de recherche ciblés par le MID, visant toujours la promotion des intérêts russes : les chercheurs travaillent sur « *la promotion de nos initiatives extérieures, consolidation des bases scientifiques et théoriques des approches et des positions russes à l'agenda international* [70]». La collaboration se poursuit également au sein des centres de recherche et d'analyse de l'Académie des Sciences de la Russie, destinés à l'étude des relations internationales et de la politique étrangère (*Institout Mirovoi Ekonomiki i Mejdounarodnykh Otnochenii* (IMEMO) / Institut de l'Economie mondiale et des relations internationales, Institut des Etats-Unis et du Canada, l'Institut de l'Europe, l'Institut des Etudes orientales, l'Institut de l'Afrique, l'Institut de l'Extrême-Orient, l'Institut de la recherche sur la sécurité internationale etc.).

Deuxièmement, il s'agit de réseaux des ONG créées à l'initiative du Ministère par les décrets présidentiels, strictement encadrées par l'Etat. Caractéristiques de la volonté de l'Etat de promouvoir ses politiques en imitant les initiatives *bottom-up*, ces ONG sont officiellement « reconnues » par le ministère des Affaires étrangères lors des meetings annuels en tant qu'instruments d'influence de la Russie à l'étranger. L'un des exemples de ce type d'ONG est représenté par les fondations « Monde russe » et « Politique », créées par l'oukase de Vladimir Poutine en 2007 à l'initiative du MID et du ministère de l'Education et de la Science, chargées de la promotion de la langue et de la culture russe dans le monde. La Fondation Gortchakov est un autre projet de ce type : créée en juin 2011 par le Ministère des Affaires étrangères, cette ONG fait preuve d'un grand activisme, organisant, dès la première année de son travail, 80 forums et conférences internationales, centrés sur la collaboration avec l'étranger proche (par exemple, un forum réunissant les jeunesses des pays de la CEI *Dialog vo imia boudouschego /* Dialogue au nom de l'avenir).

Troisièmement, il s'agit d'organisations indépendantes qui véhiculent l'idéologie officielle et le discours stratégique du pouvoir à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Citons le Conseil de la politique extérieure et de la défense (SVOP / *Sovet po vnechnei i oboronnoi politike*) : regroupant des intellectuels russes, l'organisation se positionne comme indépendante du pouvoir et des partis politiques. Si son influence réelle dans le processus de prise de décision stratégique est difficile à évaluer, des forums et des discussions organisés par le Conseil ont souvent un certain retentissement public, attirant des autorités hautement placées et faisant l'objet d'une vaste publicité dans les médias. Le Club de Valdaï, un think tank de renommé, représente aussi un exemple d'arène de discussion pour les experts de la politique étrangère tout en étant un autre porte-voix de la position officielle de la Russie. Les *think tanks* comme « Laboratoire national de la politique extérieure », ONG d'expertise et d'élaboration de la stratégie, ou « l'Institut de la démocratie et de la coopération » de Natalia Narotchnitskaia, chargé de la promotion des intérêts russes à l'étranger, s'inscrivent également dans cette ligne. L'Eglise orthodoxe russe, l'un des interlocuteurs traditionnels du Ministère, représente une autre institution chargée de la promotion des intérêts russes à l'extérieur, notamment via de nombreux forums et groupes de travail internationaux centrés sur la défense des populations orthodoxes dans le monde (ainsi une série de forums de 2010-2012 ont été consacrés aux problèmes de la christianophobie au Proche Orient et Afrique du Nord et à la place des Russes en Asie centrale) ; l'Eglise orthodoxe est par ailleurs considérée comme le principal maillon du « dialogue entre les civilisations » à travers lequel la Russie fait valoir son rôle du pont entre l'Europe et l'Asie.

[70] *Vnechnepolititcheskaya i diplomaticheskaya deiatel'nost Rossiiskoi federatsii v 2011 godou*, *op. cit.*.

2- Les lobbies

A côté des structures faisant partie du réseau du Ministère et dépendant directement ou indirectement du pouvoir se trouve le réseau de l'influence informelle mais importante, qui s'est formé autour des structures de force et du complexe militaro-industriel. Caractérisé par la remarquable continuité des élites et des pratiques au sein des institutions qui n'étaient que partiellement réformées après la chute de l'URSS, le complexe militaro-industriel (CMI), incluant les usines, les bureaux de construction, les institutions de recherche, représente un héritage de l'économie soviétique militarisée.

L'impact des tentatives de démilitariser l'économie russe, réorienter le complexe militaro-industriel vers la production civile et imposer le contrôle civil et fiscal à l'industrie de défense, entreprises par le pouvoir fédéral tout au long des années 1990 reste très limité[71 et 72] : l'armée et l'industrie de défense font preuve de la formidable résistance aux réformes, gardant le noyau dur institutionnel et idéologique ancien. Après la crise des années 1990 et la réduction drastique des dépenses militaires et des effectifs dans le secteur militaire, le complexe militaro-industriel connaît un net regain dans les années 2000, allant de pair avec la transposition de toute une série de pratiques et d'institutions soviétiques. Ainsi en 2006, la pratique des commandes unifiés d'Etat pour les armements et les technologies, via l'Agence fédérale spécialement créée, est restaurée, et l'industrie de défense se réoriente vers le marché intérieur ; la Commission militaro-industrielle, censée assurer la coordination et la gestion de l'industrie militaire de façon centralisée a été également recréée[73]. La montée en puissance du secteur de défense à cette période se traduit notamment par l'accroissement du contrôle étatique sur les grandes entreprises du complexe militaro-industriel qui deviennent des « structures intégrées » dont l'Etat est propriétaire. L'absence de séparation au niveau des fonctions entre le ministère de la Défense, le Quartier Général (*general'nyi schtab*) et l'Armée, l'absence de transparence et de contrôle de la part des institutions représentatives constituent un autre legs du passé soviétique. L'Armée, institution directement héritée de l'URSS, s'est montrée particulièrement résistante aux réformes tout au long des années 1990 et 2000, notamment en ce qui concerne son mode de fonctionnement : le quartier général de l'Armée, composé des généraux conservateurs, s'oppose avec succès à la contractualisation de l'armée, défendant le vieux modèle basé sur la conscription, alors même que la situation démographique du pays ne le permet plus[74].

Si l'influence du lobby militaro-industriel est difficile à évaluer du fait du caractère impénétrable de ces institutions et de l'absence de reconnaissance du lobbyisme en Russie, la mesure de sa puissance peut être prise à travers certaines affaires clés largement médiatisées : ainsi le limogeage du ministre de la Défense Anatoli Serdiokov, « ministre civil », qui avait entrepris, pendant plusieurs années, de tenter de réformer le secteur et de renforcer le contrôle sur les achats d'armes par l'Etat,

---

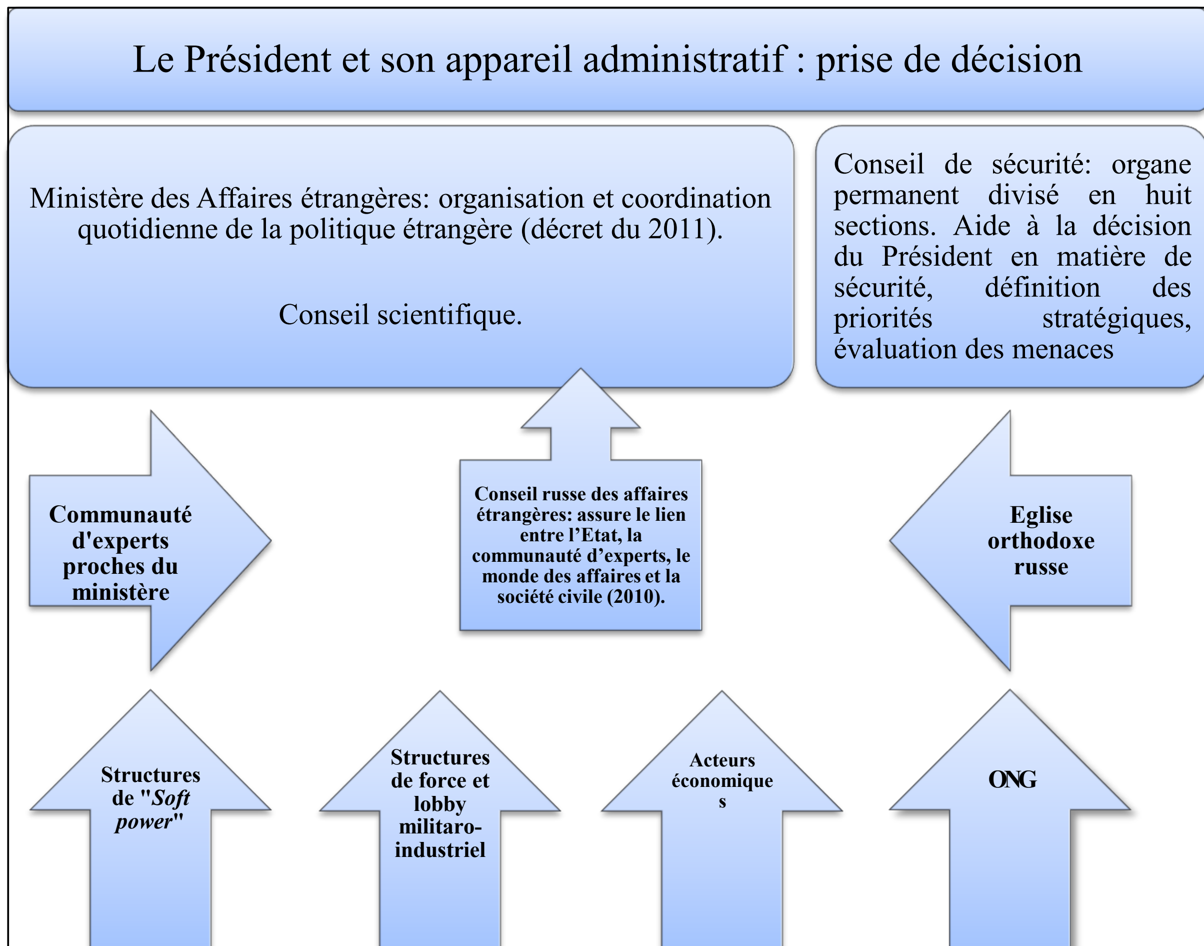
[71] BLANK Stephen, « Contending With Russia's Military Machine », *Demokratizatsiya: The Journal of Post-Soviet Democratization*, n° 1, Winter 1993, http://www.gwu.edu/~ieresgwu/assets/docs/demokratizatsiya%20archive/02-1_Blank.pdf

[72] GLOAGUEN Cyrille, « Le complexe militaro-industriel russe. Entre survie, reconversion et mondialisation », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2003/2 n° 1032, pp. 4-17.

[73] BYSTROVA Irina, « Russian Military-Industrial Complex », *Papers Alexanteri,* University of Helsinki, 2011, http://www.helsinki.fi/aleksanteri/julkaisut/tiedostot/ap_2-2011.pdf

[74] *Obretenie boudouschego. Strategia 2012 / Le recouvrement de l'avenir, Institut Sovremennogo Razvitija* (INSOR) / L'institut du développement contemporain, *Une stratégie 2012,* Moscou, INSOR, 2011, consultable sur http://www.insor-russia.ru/files/Finding_of_the_Future%20.FULL_.pdf

mais aussi d'« humaniser » l'Armée dans le sens de lutte contre les bizutages violents, aurait été provoquée par le lobby militaire[75].



Encadré 1. *Les principaux acteurs intégrés dans le processus de prise de décision stratégique.*

Des regroupements militaires, tel le Club des dirigeants militaires de la Fédération de la Russie[76], ou l'Académie des sciences militaires, créés avec le soutien direct de la Présidence[77], représentant par

[75] WEITZ Richard, « Global Insights: Russia's Defense Industry Purges Reformers », World Politics Review, 13 Nov 2012, http://www.worldpoliticsreview.com/articles/12495/global-insights-russias-defense-industry-purges-reformers

excellence la continuité des élites militaires au sein des structures nouvellement créées, prenant la forme d'« associations autonomes ». Regroupant l'ancienne génération des stratèges et des hauts officiers militaires, ces organes continuent à œuvrer « *dans les intérêts de la défense du pays et la formation de la société civile* », prenant notamment la part active dans la mise en pratique du programme de l'éducation patriotique des citoyens russes : il s'agit de la collaboration avec les établissements scolaires afin d'assurer la mise en pratique du programme gouvernemental de l'éducation patriotique de la jeunesse. Ainsi l'Académie des sciences militaires[78] rassemble les militaires soviétiques de carrière, tous issus de la même génération, combinant un grade militaire avec titre académique : le Président de l'Académie, Makhmout Gareev, né en 1923, est docteur en sciences militaires et en histoire, professeur et général de l'armée ; Varfolomei Korobouchine, docteur en sciences militaires et colonel général, est né en 1923 ; Vladimir Sliptchenko, docteur en sciences militaires et major général, est né en 1935 ; Nicolaï Tourko, docteur en sciences militaires et major général, est né en 1923, etc.[79].

II- LES PRINCIPAUX COURANTS DE PENSÉE

Le débat stratégique actuel est structuré par une fragmentation idéologique qui puise ses racines dans le débat entre les occidentalistes et slavophiles du XIXe siècle, opposant les tenants de la confrontation avec l'Occident et les partisans de la Russie européenne. Plusieurs courants de pensée peuvent être identifiés dans le débat stratégique actuel : les réminiscences de l'idée de la « troisième voie russe », le néo-eurasisme et le courant libéral. Si ce dernier courant, représentant une réinterprétation de l'occidentalisme russe, devient de plus en plus marginalisé, les deux premiers, conservateurs et messianiques, véhiculant, de différentes façons, l'idée de l'altérité de la Russie par rapport au monde occidental, trouvent de plus en plus d'écho au sein de la société russe.

1- Le renouveau du conservatisme : la doctrine de la démocratie souveraine.

Le premier courant idéologique structurant la pensée stratégique russe est la doctrine de la démocratie souveraine qui s'inscrit dans le renouveau du conservatisme dans les années 2000. Accompagnant la recentralisation du gouvernement étatique que d'aucuns qualifient du « *retour du Léviathan* [80]», cette doctrine élaborée au sein de l'administration du Président présuppose l'indépendance complète de la Russie dans le choix de ses institutions, sans tenir compte des standards extérieurs, et notamment des démocraties occidentales, qui ne sont plus érigées en modèle[81]. Cet élément-clé renvoie à l'idée classique d'une « *troisième voie russe* », ni orientale, ni

---

[76] Le site du Club http://www.kvrf.org/

[77] Oukase n° 173 du 20 février 1995 « Sur l'Académie des sciences militaires », consultable sur http://giod.consultant.ru/page.aspx?1;1141771

[78] *Akademiya Voennykh Naouk Rossiskoi federatsii* / Académie des sciences militaires de la Fédération de la Russie, site officiel, http://www.avnrf.ru/

[79] Les membres du présidium de l'Académie : http://www.avnrf.ru/index.php/prezidiumavn/dejstvuyushchij

[80] GELMAN Vladimir, « Le retour du Léviathan : la politique de recentralisation en Russie depuis 2000 », *Critique internationale*, n. 34, 2007, p. 103-125

[81] MALFLIET Katlijn, « Peut-on parler de l'Etat de droit dans la Russie actuelle ? », dans MERLIN Aude (dir.), *Où va la Russie ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2007, p. 26

occidentale : non seulement l'Etat russe doit être fort afin de pouvoir mettre en place des politiques efficaces en « réparant » les « erreurs » des années 1990, mais encore il doit retrouver la dignité nationale « bafouée » et son influence internationale, en réclamant la « *reconnaissance* » de la part de l'Occident et en redevenant une grande puissance continentale. Le discours offensif de Vladimir Poutine, prononcé en 2007 à Munich, constitue l'illustration par excellence de la volonté de la Russie de retrouver les positions perdues depuis la chute de l'URSS[82] : tandis que l'élargissement de l'OTAN est dénoncé en tant que « facteur représentant une provocation sérieuse », l'OSCE, elle, est critiquée comme une organisation partisane au service « *d'un seul pays ou d'un groupe de pays* [83]».

La puissance de la Russie dépendrait de la capacité d'un pouvoir fort et autoritaire de consolider le pays[84]. Dans la vision de cette tradition intellectuelle « impérialiste », « *tout au long de [son histoire], la Russie a été entourée par des voisins hostiles. Dans ce contexte, le seul moyen de survie pour la Russie en tant que nation et en tant qu'Etat a été la consolidation des ressources dans les mains de l'autorité centrale puissante. Cette autorité doit poursuivre les politiques de la préservation de l'unité et assurer la survie du pays. L'Etat russe unifié (et, par extension, l'Empire russe) est un exemple de la puissance et de la stabilité* [85]». Ainsi Vladimir Poutine, dans ses discours, fait régulièrement allusion aux « ennemis » de la Russie qui « *ne la laisseront pas travailler et se développer tranquillement* ». Traduit en termes stratégiques, ce courant postule que les principales menaces pour la Russie viennent de l'Occident et de l'OTAN ; le maintien du potentiel militaire soviétique et le renforcement de l'armée sont vus comme les seules garanties contre la perte de la souveraineté nationale de la Russie. Pour assurer la stabilité, il faut non seulement écarter le danger extérieur : au niveau national, cette doctrine se traduit notamment par l'émergence du nouveau « patriotisme d'Etat » sur la base de revalorisation de l'armée et des services secrets, par le travail patriotique renforcé avec la jeunesse russe et par la recherche d'ennemis intérieurs[86]. Au niveau social, elle correspond au mouvement d' « optimisme historique » : si dans l'esprit des années 1990 « *dominaient les sentiments d'humiliation nationale, de fatalité, de défaite, ainsi que le syndrome d'une patrie perdue* [87]», l'idée d'une « renaissance nationale » est devenue le mot-clé de l'agenda politique et du discours public dans les années 2000[88].

D'autres éléments font partie de la nouvelle « idée nationale » construite sous Vladimir Poutine dans les années 2000[89] :

- Le patriotisme, considéré comme la valeur suprême, visant non pas au bonheur de «l'humanité tout entière», mais à l'épanouissement de la patrie ;

- L'anti-occidentalisme, ou une attitude hostile envers l'Occident (principalement les Etats-Unis), le refus de ses valeurs politiques ;

- L'impérialisme, s'exprimant dans l'aspiration à regrouper autour de la Russie les anciennes républiques soviétiques (au moins les républiques slaves) ;

[82] POUTINE Vladimir, « *Vystouplenie i diskoussiia na Munchenskoi konferentsii po voprosam politiki bezopasnosti* » / « Le discours et la discussion sur les questions de la politique de sécurité à la conférence de Munich », 10 février 2007, http://archive.kremlin.ru/appears/2007/02/10/1737_type63374type63376type63377type63381type82634_118097.shtml
[83] GUENEC Michel, « La Russie face à l'extension de l'OTAN en Europe », *Hérodote*, 2008, n° 129, pp. 221-246.
[84] SHIRAEV Eric, *op. cit.*, p. 57
[85] *ibid*.., p. 57.
[86] NIKONOV V.A. « Front istoritcheskikh optimistov » / « La front des optimistes de l'histoire», La gazette Russe, 14 juin 2013.
[87] NIKONOV Viatcheslav, *La tentation d'un Occident non occidental*, p. 91
[88] *ibid*..
[89] Encadré reproduite partiellement et complété d'après « Le projet national, contours idéologiques », POLIANNIKOV Timour, « Russie, la logique de l'autoritarisme », *Le Courrier des pays de l'Est,* n° 1049, mai-juin 1995, p. 81

- Le cléricalisme ou le souhait de consolider dans la société l'autorité de l'Eglise orthodoxe russe et de renforcer l'influence de la hiérarchie religieuse dans les affaires de l'Etat ;

- Le militarisme, c'est-à-dire le désir de voir renaître la «superpuissance militaire», le renoncement à la politique de désarmement et l'aspiration à la restauration du complexe militaro-industriel ;

- L'autoritarisme, avec le refus de la démocratie libérale, le penchant pour un «pouvoir fort», des dirigeants «à poigne», l'espoir en un leader charismatique, l'intention de faire régner l'ordre et la discipline dans le pays ;

- L'uniformité culturelle, la critique de l'individualisme et de l'égoïsme, l'encouragement du collectivisme (l'esprit communautaire), la condamnation de «l'immoralité et de la dépravation» dans les médias ;

- Le dirigisme économique qui sous-tend une large intervention de l'Etat dans l'économie, la nationalisation des secteurs stratégiques, la défense des producteurs russes contre la concurrence étrangère, une politique sociale paternaliste.

Encadré 2 : *les bases idéologiques de la doctrine de la « démocratie souveraine ».*

Cette idéologie permet au pouvoir russe d'imposer ses propres règles « adoptées à la spécificité russe » à l'intérieur du pays et de rejeter toute tentative de l'Occident de les critiquer ; il n'en reste pas moins que la doctrine trouve un soutien au sein des structures de force, du complexe militaro-industriel, des tenants de l'Etat fort, qu'ils soient définis comme « néoconservateurs » (« *okhraniteli* »), « traditionnalistes rigides » (*hard traditionalists,* comme le disent les anglo-saxons), « étatistes » (*derjavniki*) ou « profiteurs de la confrontation [90]» : si l'armée et les structures de force redoutent les coupes du financement, les étatistes s'opposent aux réformes libérales sous prétexte de l'affaiblissement de l'Etat. L'opinion de l'*establishment* militaire peut être illustré à l'exemple de multiples prises de positions du général Makhmout Gareev, président de l'Académie des sciences militaires : selon lui, l'épuisement progressif des ressources naturelles (énergie, eau potable etc..) rend la confrontation internationale pour le contrôle des ressources inévitable ; la Russie, riche en ressources naturelles, serait particulièrement convoitée aussi bien par les Etats-Unis que par la Chine qui aspirent à « *l'intervention militaro-politique mais aussi économique* » en Russie[91]. L' « *exportation forcée de la démocratie* », l'interventionnisme des Américains au Moyen-Orient, la vague des « révolutions de couleur » dans les pays du CEI, « le printemps arabe » et l'affaiblissement des institutions internationales, vues comme autant les instruments de l'imposition des intérêts américains, placent la Russie dans la position de la citadelle assiégée. Dans cette perspective, la Russie doit multiplier, par la modernisation économique, sa force militaire afin de devenir un pôle de puissance à l'instar de la Chine ; le potentiel nucléaire de la Russie doit être renforcé, les armes de dissuasion stratégique modernisées ; l'accent est mis par ailleurs sur le développement des technologies spatiales et des défenses antimissiles ; il va de soi qu'il n'est guère question de réduire le potentiel militaire russe.

[90] FEDOROV Yury E., *op. cit.*. p. 6

[91] GAREEV Makhmout, « Na poroge epokhi potriasenii » / « Au seul de l'époque des bouleversements », *Voenno-promychlennyi kour'er / Le courriel militaro-industriel,* n° 3, 23 janvier 2013, http://vpk-news.ru/articles/14094

2- Le courant néoeurasiste : le deuxième souffle du messianisme russe.

Le courant néoeurasiste véhiculant les idées messianiques peut être considéré comme une autre variation de l'idée classique de l'altérité russe. Il part de trois constats principaux : « *1) L'histoire russe est unique et son expérience rend les modèles occidentaux inapplicables. 2) Le vrai destin de la Russie est en persévérance dans ses racines eurasiennes et dans le refus de l'imitation des modèles occidentaux. 3) Le développement de la Russie est expliqué par des conditions extérieures : climat, position géographique, situation géopolitique*[92]». Si l'eurasisme, inspiré des idées slavophiles et géosophes du « chemin à part russe », est né au début des années 1920 dans les cercles d'émigrés russes à Paris (voir *supra*), le néoeurasisme monte en puissance et devient de plus en plus visible médiatiquement à partir des années 2000, parallèlement au renforcement de la rhétorique nationaliste.

L'idéologie la plus élaborée des différents courants de pensée conservateurs qui émergent dans les années 1990 en Russie[93], est basée sur l'idée de l'antagonisme historique entre l'Eurasie (l'Empire russe correspondant au continent eurasiatique) et l'Occident (incarné, en fait, par le continent américain), ce qui expliquerait pourquoi le monde occidental (Etats-Unis et Europe de l'Ouest) aspire par tous les moyens à détruire la Russie/Eurasie[94]. Reprenant à son compte les idéologies traditionnelles censées démontrer l'irréductible spécificité de la Russie face à l'Europe ainsi que le caractère naturel de son empire, il constitue la façon la plus adaptée de gérer le traumatisme post-impérial et de « *penser la catastrophe*[95] » : il s'agit d'une idéologie explicative du monde et des identités, touchant ainsi la « *corde sensible de nombre d'intellectuels et de politiques déstabilisés par la disparition de l'Union Soviétique et de son idéologie* ». Les tenants de cette approche partent de la réalité géographique pour se réclamer d'une « troisième voie » : la Russie serait « un monde à part » auquel le modèle occidental ne peut convenir.

Le philosophe Alexandre Dougine reste la figure phare de l'idéologie eurasienne, développant dans ces « *Fondements de géopolitique* » les théories eurasiennes, opposant comme adversaires naturels le monde atlantique centré sur les Etats-Unis (« puissances de mer ») et le monde eurasiatique centré sur la Russie (« puissances de terre ») ; « *Dougine présente la victoire finale des puissances de la terre sur celles de la mer comme la « révolution conservatrice » à venir*[96]». Conférencier invité aux plus grandes Universités de Moscou et directeur de recherches dans le « *Centre des Etudes Conservatrices* [97]» rattaché à l'Université d'Etat de Moscou (MGU), Alexandre Dougine est également à l'origine du mouvement sociopolitique « *le mouvement international eurasien* » (2005), avec dans son sein « *L'Union de la jeunesse eurasienne* [98]», dont les membres appellent sur leur site, à « *repenser l'héritage des eurasistes et des conservateurs en tenant compte des (…) nouveaux défis* », afin d'engendrer une « *idéologie du conservatisme eurasien* » dont la Russie sera porteuse[99].

Alexandre Dougine n'est pas le seul à véhiculer les idées eurasiennes et conservatrices : l'activisme de Natalia Narotchnitskaia, présidente de l'Institut de la démocratie et de la coopération, s'inscrit dans la même ligne, avec l'accent mis sur l'image de la Russie comme le seul bastion de

---

[92] SHIRAEV Eric, *op. cit.,* p. 58
[93] LARUELLE Marlène, *op. cit..* p. 60
[94] MITROFANOVA Anastasia, *op. cit.,* pp. 185

[95] LARUELLE Marlène, *ibid..*
[96] *ibid..* p. 167
[97] http://konservatizm.org/
[98] http://www.rossia3.ru/
[99] http://www.rossia3.ru/ideolog/friends/evr_konserv

l'identité et des valeurs traditionnelles de la « *civilisation blanche chrétienne* », perdues par l'Occident. Les colloques organisés par l'Institut véhiculent l'idée du rôle incontournable de la Russie au sein du continent eurasiatique et pose le problème de la préservation des valeurs traditionnelles mises en danger par l'Occident[100]. Alexandre Prokhanov, un autre intellectuel néo-eurasiste et auteur prolifique de plusieurs bestsellers sociopolitiques, véhicule des idées conservatrices, anti-occidentales et antilibérales, ainsi que l'idée de la restauration de l'Empire, « *du grand Etat russe, des grandes valeurs russes, d'une création civilisationnelle puissante* [101]». Pour lui, « *la Russie ne peut être qu'Empire, ou ne pas être* ». Auteur de nombreux romans fantastiques à succès, il est rédacteur en chez d'une gazette *Zavtra* (en fr. Demain), qui regroupe des « intellectuels patriotes », diffusant les théories de complot et du « gouvernement mondial secret » du « *bloc occidental avec Etats-Unis à la tête* ». Sa conception historique affirmée à travers de nombreux articles, entretiens et notamment à travers son dernier livre, « Le Cinquième Empire », présente l'histoire russe comme « l'histoire de plusieurs empires » : l'empire de la Rus' kiévienne, l'empire de la principauté de Moscou, l'empire des Romanov, l'empire de Petersburg, enfin, l'empire stalinienne. En ce moment, affirme Alexandre Prokhanov, le projet de l'intégration eurasiatique n'est rien d'autre qu'une tentative de réaliser le Cinquième empire, c'est un processus « immanent », inscrit dans la matrice historique russe.

Si ces théories jouissent d'une très grande popularité en Russie, ce n'est pas seulement parce qu'elles se réclament héritières du courant géosophe du XIXe siècle, donc le seul courant intellectuel éminemment national. Sur un nombre de points, cette idéologie réunit un consensus quasi total au sein des élites russes. D'une part, elle conforte la doctrine de la « *démocratie souveraine* » : à part la perception partagée de menaces qui viennent principalement de l'Occident, elles se rejoignent dans le rejet du modèle occidental : cela explique sans doute les positions beaucoup plus fortes du néo-eurasisme que ne pourrait le laisser supposer son petit nombre de partisans affirmés[102] ; le « roman impérial » devient ainsi un genre littéraire reconnu dans les années 2000[103]. D'autre part, le néoeurasisme fournit les fondements théoriques à l'idée de la confrontation de la Russie avec l'Occident, ce qui explique sa popularité au sein de *l'establishment* militaire. Le journal *Krasnaia Zvezda* (L'étoile rouge), organe officiel du ministère de la Défense, véhicule les idées eurasiennes sans faire expressément référence à Dougine. Un article, publié dans un numéro récent, recense les signes du « déclin » de la civilisation ouest-occidentale : l'immigration massive islamique, la légalisation du mariage pour les couples du même sexe, le soutien aux « radicaux islamistes » en Syrie constituent autant « le refus des racines culturelles et historiques[104] » de l'Europe, entraînant se perte. Mais le cercle de partisans de ce courant est beaucoup plus vaste et hétérogène : idéologie « fourre-tout » « *permettant à une société désorientée de trouver des points de repère*[105] », elle rallie aussi bien les conservateurs que des tenants de l'Etat fort, les antioccidentalistes que les partisans des « valeurs traditionnelles ».

---

[100] Ainsi par exemple, un colloque de juillet 2013, organisé peu après l'adoption en France de la loi ouvrant le mariage aux couples du même sexe, avait pour thématique affirmée « Les valeurs familiales », l'intervenante étant une député Mizoulina, l'auteur principal de la loi réprimant « la propagande en faveur de l'homosexualité » en Russie.

[101] « *Seichas rojdaetsia piataia imperiia » / «* Le cinquième Epire est en train de naître », entretien avec Alexandre Prokhanov, *Vzgliad* / Point de vue, 23 août 2012, consultable sur http://vz.ru/politics/2012/8/23/594683.html

[102] MITROFANOVA Anastasia, *op. cit.* p. 186

[103] ANDERSON Perry, « La Russie de Poutine ou la démocratie à l'ombre de l'autocratie », *Le Débat*, n° 149, mars-avril 2008, p. 166

[104] MININE Dimitri, « *Kolokol zvonit po Evrope* » / « Le glas sonne pour l'Europe », *Krasnaia Zvezda* / Etoile Rouge, 6 juin 2013, http://www.redstar.ru/index.php/2011-07-25-15-55-34/item/9536-kolokol-zvonit-i-po-evrope

[105] Cité auprès de TINGUY Anne et FACON Isabelle, « L'ouverture sur l'Asie et le monde arabo-musulman : la Russie, quitte-t-elle l'Occident » ? », *dans* FACON Isabelle (dir.), *Moscou et le monde*, Autrement « Mondes et Nations », 2008, p. 170

3- Le courant libéral : l'occidentalisme marginalisé.

Si l'occidentalisme a semblé constituer un cadre idéologique dominant dans la première moitié des années 1990, ce courant de pensée s'affaiblit de plus en plus vers la fin des années 1990 pour devenir marginalisé dans les années 2000. A son arrivée au pouvoir, Vladimir Poutine rompt de façon décisive avec « l'héritage néolibéral eltsinien », y compris du point de vue idéologique. Pour autant, si l'influence des « libéraux » dans le sens de tenants de l'association avec l'Occident et de l'adoption du modèle de la démocratie libérale occidentale ne cessait de diminuer tout au long des années 1990, leurs voix restent perceptibles aussi bien dans l'espace public que dans les milieux universitaires : portées par une partie d'intellectuels, d'universitaires mais aussi de bureaucrates qui tirent les bénéfices de l'ouverture vers l'Occident, la mondialisation et la coopération renforcée, ces idées constituent le principal contrepoids aux doctrines conservatrices.

La tradition critique libérale prend le contre-pied de toutes les thèses classiques de la tradition conservatrice : « *La Russie n'a pas toujours été entourée pas des puissances hostiles dans son histoire ; l'autoritarisme n'est pas le seul raisonnable moyen à gouverner. L'histoire montre que la voie démocratique produit les meilleures conditions pour le pays, son peuple, et ses relations avec les autres Etats. La concentration du pouvoir en un centre est néfaste pour le développement économique et politique* [106]».

Entre 2008 et 2012, quand le premier ministre Dimitri Medvedev, héritier officiellement désigné de Vladimir Poutine, remplace temporairement ce dernier au poste présidentiel, on assiste à ce que d'aucuns appellent un « tournant libéral » dans la politique : bien que l'absence de l'autonomie politique de Medvedev soit évidente aux yeux des observateurs et de l'opinion publique, le nouveau président réussit à prendre, au tout début de son mandat, un certain degré de liberté par rapport à Vladimir Poutine. Ce « tournant libéral », dont le conflit en Ossétie du Sud en août 2008 montrera les limites, est perceptible à travers un nombre de documents programmatiques élaborés par les *thinks tanks* libéraux, sur commande de Président nouvellement élu, marquant le début de son mandat. Ainsi le rapport « *Retrouver l'avenir. La stratégie – 2012* [107]», élaboré par l'Institut du Développement Contemporain (INSOR) propose les principales orientations de la politique russe pour les années à venir, illustrant les thèses de l'aile libérale occidentaliste gravitant autour du nouveau Président.

Le rapport reprend l'idée classique du retard du développement russe, posant devant le pays l'impératif de modernisation qui ne peut être effectuée que par les réformes structurelles, rapprochant la Russie du modèle occidental. Le changement au niveau des valeurs (désacralisation de l'Etat, développement de l'individualisme) doit être accompagné des changements institutionnels globaux, de la démocratisation et de l'instauration de l'Etat de droit. Par ailleurs, les innovations dans l'économie et notamment sa diversification sont présentées comme le seul moyen de répondre aux défis du XXIe siècle. Cette « idéologie de modernisation » est opposée dans le rapport au conservatisme, tout comme le « libéralisme » est opposé à l'« étatisme », marquant ainsi le positionnement idéologique des auteurs.

Définissant les principaux points de repère de la stratégie russe et de la politique étrangère, le rapport part du constat que la composante militaire et tout d'abord nucléaire ne constitue plus la principale source du pouvoir ; qui plus est, l'arme nucléaire est vue comme un frein à la modernisation de la Russie : « *la possession du reste du potentiel nucléaire nuit gravement à la modernisation russe* », créant le sentiment illusoire que le « bouclier nucléaire » protégera le pays quoiqu'il arrive, retardant le moment des réformes décisives. Le premier axe de la stratégie proposée dans le rapport redéfinit les menaces : contrairement aux conservateurs pour qui l'Occident personnifié dans les Etats-Unis constitue la menace principale, le rapport postule que la Russie et

[106] SHIRAEV Eric, *op. cit.,* p. 58

[107] *Obretenie boudouschego. Strategia 2012 / Le recouvrement de l'avenir, op. cit..*

l'Occident sont tous les deux face aux mêmes menaces, à savoir, les instabilités locales, la prolifération des armes de destruction massive, le terrorisme, mais aussi toute une série de « menaces douces », comme par exemple le trafic de drogue, des armes etc.[108]. Dans la mesure où « *les menaces communes pour les deux pays sont plus dangereuses que les problèmes de confrontation réciproquement créés* [109]», il est indispensable d'élaborer une « *nouvelle philosophie des relations* » Russie – Occident. La thèse de « *l'alliance modernisatrice* » Occident – Russie reprend l'idée pluriséculaire que la modernisation de la Russie n'est possible que par l'appropriation de l'expérience occidentale : « *Sans coopération avec les Etats-Unis, la Russie ne pourra pas assurer la sécurité stratégique et militaire au niveau global (…), ni d'effectuer une véritable modernisation* [110]».

De cette redéfinition des menaces découle le refus de la politique de confrontation au profit de « *l'agenda de coopération* » avec les grands acteurs des relations internationales : il s'agit de construire une stratégie « positive », car dans les conditions d'isolement et de confrontation avec les acteurs majeurs, la modernisation dont la Russie a besoin, paraît impossible. L'amélioration progressive des relations et la création des alliances durables avec les Etats-Unis, l'Union européenne et l'OTAN, la formation des relations du partenariat avec les pays de l'OCDE, font partie des intérêts russes. En ce qui concerne l'OTAN, il faut transformer les relations des « *partenaires malgré eux* » en « *amis fidèles* ». Dans cette perspective, le refus du modèle de confrontation avec l'Occident est nécessaire et le système militaire hérité de l'URSS doit être reformé en profondeur, à commencer par l'armée : le rapport préconise la réduction des effectifs et la contractualisation afin de rendre l'armée plus mobile dans les cas des conflits locaux et d'augmenter sa valeur combative.

Le troisième pilier de la stratégie russe proposée dans le rapport est l'amélioration de son image à l'étranger : contrairement aux conservateurs qui refusent à l'Occident le droit de regard sur les institutions russes, les « libéraux » considèrent que les capacités de rendre le pays attractif pour les investisseurs constituent l'un des moyens de moderniser le pays. La notion de grandeur est également redéfinie : « La grandeur du pays ne se limite pas à son positionnement spécifique, ni à ses ressources naturelles », prenant le contre-pied des thèses eurasiennes ; la dimension morale et politique, et non uniquement technologique, de la grandeur russe, doit être mise en avant : la meilleure ressource de la stratégie russe serait l'amélioration de l'image de la Russie à l'étranger111. Si le rapport ne constitue pas le retour au « suivisme pro-occidental » de la « doctrine Kozyrev-Eltsine » du début des années 1990, il s'inscrit néanmoins dans la tradition classique du libéralisme russe pro-occidental.

TROISIÈME PARTIE : LA STRATÉGIE RUSSE ACTUELLE : LES « TICS STRATÉGIQUES » HÉRITÉS DU PASSÉ ET L'IMMUABILITÉ DES « GRANDES CONSTANTES »

Après avoir exploré les racines et le cadre institutionnel et idéologique de la pensée stratégique russe, nous passons à l'analyse de sa mise en pratique par les autorités russes actuelles. Dans cette partie, nous allons démontrer que si la pensée stratégique russe se veut pragmatique, apportant des réponses rationnelles aux conflits d'intérêts réels, le contexte intellectuel et les considérations idéologiques continuent à jouer un rôle déterminant dans la définition de la doctrine russe qui reste dominée par une série de réflexes hérités du passé : le développement économique de la Russie dans les années 2000 permettant de resserrer l'écart entre les ambitions et les moyens, est autant à prendre en compte dans les inflexions de la stratégie russe que le tournant idéologique conservateur.

[108] FEDOROV Yuri E., *op. cit.*. p. 6
[109] *Obretenie boudouschego. Strategia 2012 / Le recouvrement de l'avenir, op. cit..,* p. 308
[110] *ibid*.., pp. 292-293
[111] *ibidem*..

I- Le rejet du modèle occidental

L'idée de l'imminence de l'avènement de nouvel ordre mondial régi par plusieurs centres de puissance (monde multipolaire) sous-tend la position que la Russie adopte dès 2000 : chaque pays a le droit de choisir son modèle de développement, la démocratie occidentale ne constitue pas une recette universelle, l'ingérence dans les affaires intérieures des autres pays est inadmissible, la Russie assume désormais son rôle actif dans le « *dialogue entre les civilisations* ».

1- L' « impasse historique » de l'Occident

Dans le message au Parlement prononcé en 2007, le Président souligne l'opposition de la Russie à l'« *imposition des modèles de développement* » et aux tentatives de forcer « *la marche naturelle du processus historique* ». « *La Russie contemporaine*, souligne le discours, *restaurant son potentiel économique et consciente de ses capacités, aspire aux relations égalitaires avec tous les pays et ne se comporte pas de façon arrogante. Seulement nous défendons nos intérêts économiques et utilisons nos avantages compétitifs, comme le font tous les pays du monde sans exception* [112]». Au printemps 2012, dans l'article « *Rossiia sosredotachivaetsia » /* « La Russie se concentre », Vladimir Poutine, annonçant le programme stratégique de son prochain mandat, proclame que le modèle occidental se trouve dans une impasse historique : « *Le pôle de puissance de jadis n'est plus en mesure d'assurer la stabilité globale, tandis que de nouveaux centres d'influence ne sont pas encore prêts à le faire* [113]». Il affirme que le destin particulier géopolitique est inscrit dans le « code génétique » même de la Russie : « … *la Russie peut et doit jouer le rôle digne dicté par son modèle civilisationnel, sa grande histoire, sa géographie et son code génétique culturel, dans lequel les bases fondamentales de la civilisation européenne rejoignent l'expérience pluriséculaire des interactions avec l'Orient, là où actuellement de nouveaux centres du pouvoir économique et d'influence politique se développent activement* [114]». En pratique, cela signifie l'endiguement de l'Occident et de son influence non seulement en Russie, mais dans tout l'espace postsoviétique.

Si la Conception de la politique extérieure adoptée en 2013, document programmatique définissant les directions-clés de la stratégie russe, met l'accent sur « *les formes contemporaines du travail de la politique extérieure* » (*soft power*, diplomatie économique, intégration de la Russie dans l'espace informatique mondial), elle n'en s'inscrit pas moins dans la logique traditionnelle du déclin imminent de l'Occident :

> « *Les possibilités de l'Occident historique de dominer dans l'économie et la politique mondiale continuent à se réduire. Le potentiel de force et de développement mondial se déconcentre, se déplace vers l'Orient, vers la région d'Asie et du Pacifique en premier lieu. L'entrée de nouveaux*

[112] Le message du Président de la Russie Vladimir Poutine au Parlement, 27 avril 2007, http://www.intelros.ru/2007/04/27/poslanie_prezidenta_rossii_vladimira_putina_federalnomu_sobraniju_rossijjskojj_federacii_2007_g.html

[113] POUTINE Vladimir, « *Rossiia sosredotacthivaetsja : vyzovy na kotorye my doljny otvetit'* » / « La Russie se concentre : les défis auxquels il faut répondre », *Izvestia*, 16 janvier 2012, http://izvestia.ru/news/511884#ixzz2UPqswvuE
[114] ibid..

acteurs sur l'avant-scène de la politique et l'économie mondiale sur un fond du désir des puissances occidentales de préserver leurs positions traditionnelles est liée au renforcement de la concurrence globale, ce qui se manifeste dans la montée de l'instabilité dans le domaine des relations internationales [115]».

« *Sur un fond d'accumulation des éléments de crise dans l'économie mondiale, les défis financiers et économiques deviennent de plus en plus prononcés. Les problèmes structurels non résolus et la dépression prolongée dans les principaux pays de l'Occident exercent une influence négative sur le développement mondial* [116]».

Si l'Europe et tout particulièrement l'Allemagne restent pour la Russie le partenaire économique indispensable, la Russie ne voit toujours pas en l'Europe un interlocuteur stratégique, privilégiant les relations bilatérales. Iver Neumann parle de « *paralysie institutionnelle et verrouillage politique* » dans les relations entre la Russie et l'UE, malgré l'activisme bureaucratique considérable, allant de l'Accord du Partenariat et de Coopération jusqu'aux diverses « stratégies communes » (« Stratégie commune UE - Russie » (UE, 1999), « Stratégie russe des relations avec l'UE » (Russie), ainsi que de nombreux « Feuilles de route ») restant en réalité les instruments de l'évitement de la vraie politique[117]. La différence des modèles de prise de position renforce davantage la distance : pour la Russie, ferme sur le principe de la « ligne unique de la politique extérieure», l'Europe ne parle pas d'une seule voix, et les dirigeants russes sont très clairs sur ce sujet : « *Je ne veux insulter personne,* affirme Vladimir Poutine en 2010, *mais aujourd'hui, l'Europe de l'Ouest n'a pas une ligne de la politique étrangère. La Russie ne peut pas fonctionner et ne fonctionnera pas dans ce système de relations. Mais on veut des relations de partenariat normales* [118]».

2- Le « rôle civilisationnel » de la Russie.

Dans cette perspective, la stratégie de la Russie est dessinée dans la continuité avec son rôle historique : il s'agit du rôle d'arbitrage dans le dialogue entre les civilisations et les cultures, tout en s'opposant au principe de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats ; c'est le « *rôle unique, formé par les siècles, de notre pays comme un facteur de l'équilibre dans les affaires internationales et dans le développement de la civilisation mondiale*[119] ». Elle assumera d'autant bien ce rôle que, face au « déclin de l'Occident », la Russie représente non seulement l'îlot de la stabilité, mais encore une « civilisation » capable de proposer au monde ses valeurs. En effet, les notions de « culture » et « civilisation » reviennent ostensiblement dans le texte de la Stratégie, reflétant le tournant idéologique : aujourd'hui, la concurrence globale dépasse la dimension purement économique ou politique, prenant une dimension « civilisationnelle » qui se manifeste à travers « *la rivalité de différentes valeurs et modèles du développement ».* La promotion de la position russe dans le « dialogue entre civilisations » constitue l'un des axes de la politique officielle du MID[120]. Puisque « *la diversité culturelle et civilisationnelle du monde moderne devient de plus en plus prononcée », «* *les*

---

[115] *Kontseptsiia vnechnee politiki Rossiiskoi Federatsii* / Conception de la politique extérieure de la Fédération de Russie, *Approuvé par le Président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine le 12 février 2013,* http://www.mid.ru/bdomp/ns-osndoc.nsf/e2f289bea62097f9c325787a0034c255/44257b100055e37d44257b3d0021fbf9!OpenDocument

[116] *ibid*..
[117] NEUMANN Iver B., MEDVEDEV Sergei, *op. cit.,* p. 9
[118] Rencontre de Vladimir Poutine avec les membres du club de discussion international « Valdai », 11 septembre 2009, compte rendu intégral consultable sur http://archive.premier.gov.ru/events/news/4990/
[119] Conception de la politique extérieure de la Fédération de Russie 2013, *op. cit.*.
[120] *Vnechnepolititcheskaya i diplomaticheskaya deiatel'nost Rossiiskoi federatsii v 2011 godou* / L'activité extérieure et diplomatique de la Fédération de la Russie en 2011, Rapport du Ministère des Affaires Etrangères, mars 2012

tentatives d'imposer aux autres sa propre échelle de valeurs peuvent amener au renforcement de la xénophobie, de l'intolérance et des conflits dans les affaires internationales et finalement au glissement vers le chaos et la perte du contrôle dans les relations internationales[121] », affirme la Conception stratégique russe de 2013 visant explicitement l'idée de la promotion de la démocratie.

> « *Dans certains cas, les principes fondamentaux du droit international du non-recours à la force et les prérogatives du Conseil de sécurité de l'ONU sont ouvertement bafoués, ses résolutions sont arbitrairement interprétées, on réalise les concepts visant à renverser le pouvoir légitime dans les États souverains sous les slogans de la protection de la population civile*[122] ».

II. LES AMBITIONS IMPERIALES

Un autre « tic stratégique » hérité du passé est la ranimation du projet impérial russe. Pour autant, plus qu'une fin en soi, les projets de l'intégration eurasiatique et la défense de la chrétienté constituent un instrument puissant assurant la stabilité intérieure du régime.

1- Les douleurs-fantôme de l'Empire : les relations avec « l'étranger proche »

Si la rhétorique eurasienne puise ses racines dans la slavophilie et la vision de la Russie comme un individu géographique au destin remarquable au sein du continent, la stratégie russe n'en est pas moins dominée par son héritage impérial soviétique. Tandis que dans les pays de l'Europe de l'Est, anciens satellites de l'URSS, la chute du bloc soviétique a été perçue comme la libération du joug communiste, les Russes, de leur côté, la perçoivent comme perte de la puissance. Quand Vladimir Poutine qualifie la chute de l'URSS de « *la plus grande catastrophe géopolitique du XXe siècle*[123] », il désigne le traumatisme profond de la conscience nationale provoqué par la chute de l'espace unique et la fin de l'Empire : l'identité nationale russe a été nourrie et formée, pendant plusieurs siècles, par la conscience de l'appartenance à l'empire et à une grande puissance[124] ; le choc provoqué par sa chute en temps de paix a été propice à la popularité des théories appelant au sentiment de dignité nationale et à la nostalgie de la puissance perdue. Selon le sondage de 2010, 65% des Russes considèrent que la Russie mérite une position plus importante sur la scène internationale, tandis que seulement 26% croient que la place de la Russie est celle qu'elle mérite[125].

Plusieurs experts ont qualifié l'état de la Russie postsoviétique de « postimpérial ». Le directeur de *Carnegie Endowment for International Peace* à Moscou, Dimitri Trenine, introduit le concept de « *post imperium* » dans son dernier livre éponyme : il s'agit d'« *une transformation d'envergure historique, qui exige beaucoup plus de temps qu'une simple transition (quelques générations, et non quelques décennies), sans que le point d'arrivé soit défini d'emblée* ». En tant qu'ordre social, l'état de

---

[121] Conception de la politique extérieure de la Fédération de Russie 2013, *op. cit.*.
[122] *ibid.*.
[123] Le message de Vladimir Poutine au Parlement, 25 avril 2005, http://archive.kremlin.ru/appears/2005/04/25/1223_type63372type63374type82634_87049.shtml
[124] YASINE Evguenii, «*Fantomnye boli oushedshei imperii* » / « Les douleurs fantômes de l'Empire passé », *dans* KLYAMKINE I.M. (dir.), *Posle Imperii / Après l'Empire,* Moscou, Fondation « Mission libérale », 2007 p. 6
[125] « *Kak vy schitaete, Rossiia zanimaet seichas v mire to polojenie, kotoroe zasloujivaet…* » / « A votre avis, la Russie occupe-t-elle actuellement la place qu'elle mérite dans le monde… », *Sondage sur la place de la Russie dans le monde* http://www.levada.ru/archive/strana-i-mir/kak-vy-schitaete-rossiya-zanimaet-seichas-v-mire-polozhenie-kotorogo-zasluzhiva

« *post imperium* » signifie que la Russie se limite, dans son fonctionnement intérieur, au nombre restreint des institutions et des pratiques enracinées dans le passé impérial soviétique : le pouvoir autoritaire, le stricte encadrement de la concurrence politique et économique, le contrôle administratif en tant que principal moyen d'assurer le pouvoir et les privilèges des élites. Le concept de *post imperium* permet aussi de démontrer la rationalité interne de la stratégie russe, souvent critiquée pour imprévisibilité : cette politique ne vise pas la restauration de l'empire soviétique, projet jugé trop coûteux et suranné par les élites, mais assure le maintien de l'ordre autoritaire à l'intérieur, limitant au minimum l'ingérence des puissances occidentales dans les affaires de la Russie[126].

2- La « diplomatie orthodoxe 127» : nouvel avatar de la « Troisième Rome » ?

L'un des piliers institutionnels du régime actuel[128], l'orthodoxie constitue un vecteur traditionnel de la diplomatie russe. Le 25 juillet 2013, Vladimir Poutine reçoit les leaders des quinze églises orthodoxes nationales à l'occasion du 1025ème anniversaire de l'adoption du christianisme par les Russes, le moment défini par Vladimir Poutine, dans son discours d'ouverture, d'un « choix civilisationnel de la Russie » : « *Les bases spirituelles de la foi orthodoxe ont à beaucoup d'égards formé le caractère national et le mentalité des peuples de la Russie, ont fait épanouir le potentiel de création de notre peuple, ont aidé la Russie à occuper la place digne dans les civilisations européenne et mondiale* [129]». La défense du Christianisme permet non seulement de faire barrage à la promotion des valeurs et normes « universelles » sous prétexte de l'unicité de chaque culture, mais encore d'accroître l'influence russe dans la région du Moyen-Orient et en Europe de l'Est. « L'héritage civilisationnel commun » est évoqué comme une base possible d'établissement des relations privilégiées. Lors de la réunion, aussi bien le Président russe que la Patriarche panrusse Kirill ont évoqué le destin des Chrétiens au Moyen Orient, notamment en Syrie, et en Afrique du Nord : selon eux, l'évincement du Christianisme de ces régions signifierait une « *catastrophe civilisationnelle* [130]». Quant à l'Europe de l'Est, l'Orthodoxie est vue comme un moyen de ramener l'Ukraine dans le giron eurasiatique : dans la discours inaugural, Vladimir Poutine souligne tout particulièrement que l'orthodoxie « *a tissé les liens de parenté solides entre la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie* [131]». Le lieu original du « baptême de la Russie », Kiev, constitue une autre occasion pour mettre en avant l'héritage historique et spirituel commun entre les deux peuples : à l'occasion de l'anniversaire, un comité d'organisation a été créé dans trois pays, sous l'égide de l'Eglise orthodoxe russe. Le 27 juillet, Vladimir Poutine rend visite à Kiev pour célébrer l'événement à côté des Présidents ukrainien et biélorusse. L'enjeu, comme le souligne le politologue Dimitri Trenine, n'est pas purement économique ou politique : Vladimir Poutine se voit en protecteur et promoteur d'une civilisation orthodoxe millénaire.[132]

---

[126] RYABOV Andrei, *Postimperskaya Rossiia : sviaz vneshnikh i vnoutrennikh problem*, recension de TRENINE Dmitri, *Post-imperium : evraziiskaia istoriiia* / *Post-imperium* : une histoire eurasienne, Moscou, ROSSPEN, 2012, 326 p., publié dans Voenno-Promyschlennyi Kour'er, n° 9, 7 mars 2012

[127] « La diplomatie orthodoxe » est un concept de politologue du Centre Carnegie (Moscou) Dimitri Trenine.

[128] Voir notamment RICHTERS Katja, *The Post-Soviet Russian Orthodox Church : political, culture and greater Russia,* London, New York, Routhledge, 2013, 212 p. ; BASTIAN Jean-Pierre, CHAMPION Françoise, ROUSSEET Kathy (dir.), *La globalisation du religieux,* Paris, L'Harmattan, 2001, 282 p.

[129] *Vstretcha v predstaviteliami pomestnykh pravoslavnykh tserkvei* / La rencontre avec les représentants des églises orthodoxes nationales, 25 juillet 2013, transcription intégrale consultable sur le site du Kremiln http://www.kremlin.ru/transcripts/18942

[130] TRENIN Dmitri, « Orthodox Diplomacy », 26 juillet 2012, Carnegie Endowment for International Peace, http://carnegie.ru/eurasiaoutlook/?fa=52501

[131] *Vstretcha (…), op. cit..*

[132] TRENIN Dimitri, « Orthodox Diplomacy », *op. cit..*

3- Vers la création de l'espace stratégique eurasiatique ?

La création de l'Union économique eurasienne, directement inspirée du modèle de la CEE, constitue un autre instrument de la réalisation du rôle géostratégique de la Russie dans l'espace eurasien. Si tout au long des années 1990 la préservation des liens économiques hérités de l'URSS s'est traduite par une série d'accords commerciaux bilatéraux entre la Russie et son « étranger proche », dans les années 2000 on assiste à l'intensification de la construction de l'Union eurasiatique. La crise financière et économique de 2008 a encore accéléré la construction, montrant que la démocratie l'occidentale n'est pas synonyme de bonne gouvernance ni de progrès économique : depuis 2008, l'intérêt pour le modèle européen ne fait que baisser, au profit de l'union avec le pays au « patrimoine culturel et civilisationnel commun » de l'espace postsoviétique.

> « *La Russie estime que la création de l'Union économique eurasienne constitue un objectif prioritaire car elle devrait non seulement exploiter au maximum les liens économiques dans l'espace CEI, mais devenir un modèle d'une association ouverte aux autres pays qui décidera de l'avenir des pays de la Communauté. La nouvelle union qui est fondée sur les principes universels de l'intégration doit lier de façon efficace l'Europe et la région Asie-Pacifique*[133] ».

Si les auteurs du projet estiment que l'intégration dans l'espace eurasiatique constitue l'instrument de la modernisation des économies des Etats-membres (l'« eurasisme pragmatique »), ce pragmatisme est difficilement séparable de la composante idéologique du projet, dans la mesure où l'eurasisme constitue bel et bien une idéologie : les architectes de la construction citent volontiers Lev Goumiliov lors de leurs interventions publiques, soulignant que la construction eurasienne est un processus naturel et prédéterminé[134]. Quant à Vladimir Poutine, il souligne le droit souverain de la Russie de défendre son projet de la construction et développement de l'Union : « *on n'arrêtera plus l'intégration sur l'espace postsoviétique* », proclame le chef de l'Etat en 2013.

2007 : la création de l'Union douanière entre la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan (achevé en 2011).

2009 : l'adoption par la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan de la ligne commune sur l'Organisation mondiale de commerce.

2011 : la création de l'espace économique unique supposant la libre circulation des marchandises, du travail et services, l'adoption des tarifs douaniers uniques, l'harmonisation de la législation en matière de travail, d'immigration. Création de la Commission économique eurasienne. Le passage des accords bilatéraux aux accords multilatéraux. Kirghizie et Tadjikistan se portent candidats.

2012 : le passage effectif à l'espace économique unique sur les territoires des pays membres.

2013 : le président arménien Serge Sargsian annonce la décision de l'Arménie d'intégrer l'Union douanière.

---

[133] Conception de la politique extérieure de la Fédération de Russie 2013, *op. cit.*.

[134] GLAZ'EV Serguei, « La Grande Europe des Nations, une réalité pour demain ? », colloque de l'Institut de la démocratie et de la coopération, 10 juin 2013, Assemblee Nationale, archives personnelles de l'auteur.

2015 (projet en cours) : achever la construction de l'espace économique commun et transférer 260 fonctions étatiques en matière de régulation et de contrôle économique vers l'entité supranationale de régulation économique. La mise en place des subventions, la création du marché commun de services financiers, énergétiques, de transport, l'harmonisation de régulation antimonopole, le passage au système de tarifs uniques, la conclusion d'un accord protégeant les droits des migrants[135].

Tableau 3 : *Les principaux jalons de la construction de l'Union eurasiatique.*

L'Organisation de Coopération de Shanghai crée en 2001 réunissant la Russie et cinq états orientaux (Chine, Kazakhstan, Kirghizie, Tadjikistan et Turkménistan) et le partenariat privilégié avec la Chine constituent l'autre axe de l'orientation eurasienne de la stratégie russe dont la base possible pourrait être le partage des valeurs non libérales. Pour autant, les experts sont sceptiques quant aux perspectives réelles de l'alliance stratégique Moscou – Pékin : si ce partenariat permet à la Chine d'extraire des matières premières en Russie et d'augmenter son influence dans la région, il reste asymétrique, car la Russie n'en tire pour le moment que des bénéfices symboliques sous forme de rhétorique sur l'ordre multipolaire ; par ailleurs, la focalisation de la politique russe sur l'endiguement des Etats-Unis en Asie, traduite par exemple par le lobbying actif auprès des autorités de la Kirghizie pour éjecter les forces militaires américaines de Bichkek, favorise la montée de l'influence de la Chine dans la région[136].

III- LE RETOUR A LA CONFRONTATION AVEC LES ÉTATS-UNIS

Le rejet du modèle occidental et la ranimation de la rhétorique impériale de développement va de pair avec l'américanocentrisme de la stratégie russe qui déterminerait une série de décisions irrationnelles. L'attitude face aux Etats-Unis constitue le fidele indicateur de ce revirement : à partir de la deuxième moitié des années 1990, aussi bien les déclarations politiques que les perceptions communes désignent les Etats-Unis comme le principal adversaire de la Russie ; certains experts parlent du « tournant sincèrement anti-occidental » de la politique russe[137]. Au niveau stratégique, cette « obsession étatsunienne » consiste en contestation des intérêts et de l'influence américains sur tous les terrains possibles, cette logique de la guerre froide impliquant des coûts considérables. La réduction de la participation de la Russie dans les opérations de maintien de paix est un autre indice de la réorientation de la stratégie russe vers la confrontation et la rivalité avec les Etats-Unis et l'OTAN. Dans les années 1990, les militaires russes participaient à quinze missions de l'ONU ; après 2000, la participation de la Russie dans le maintien de paix à l'international a été réduite de manière drastique : aujourd'hui, la Russie occupe la 48ème place au monde en termes de l'implication dans les opérations

---

[135] *Ibid*..

[136] KOTKIN Stephen, « The Unbalances Triangle. What Chinese-Russian Relations Mean for the United States », *Axis of convenience : Moscow, Bejing, and the New Geopolitics,* Brookings Institution Press, 2007, 277 p., Foreign Affairs, Sept Oct 2009, n° 5, vol 88, pp. 130-138

[137] PETERSSON Bo, « Coveted, detested and unattainable? Images of the US superpower role and self-images of Russia in Russian print media discourse », *International journal of cultural studies*, 2011, n° 14, pp. 71-89

de maintien de paix (en 1990, l'URSS était à la 18ème place ; en 1995, la Russie occupait la quatrième place, et en 2000, la 20ème[138]).

Ce tournant de la de la stratégie russe que certains qualifient d' « irrationnel » serait conditionné par la perception de menaces réelles et imaginaires par les élites russes : tandis que les menaces militaires réelles pour la Russie proviennent de la déstabilisation possible dans les régions de l'Asie de Sud et Asie Centrale, en Moyen Orient et dans le Caucase, l'imaginaire de la guerre froide maintenu par les élites oriente la politique et l'industrie de la défense vers la confrontation avec les Etats-Unis. L'analyse des principales sources de dépenses du budget militaire russe en constitue l'indice par excellence : tandis que l'objectif proclamé de la Stratégie 2013 est l'augmentation des capacités défensives du pays en cas de conflits régionaux, la part de lion du budget militaire russe revient à financer la construction d'une nouvelle génération d'avions de chasse et des sous-marins, mais aussi à développer de coûteux programmes de la défense aérospatiale visant la balance bilatérale stratégique avec les Etats-Unis, contestant sa supériorité stratégique[139].

Les « réponses asymétriques » évoquées par Vladimir Poutine lors de son discours de Munich en 2007, à savoir, la démonstration d'une force de nuisance face à l'expansion de l'OTAN en Europe de l'Est, s'inscrivent dans la même logique. En 2007, suite à l'installation d'éléments de la Missile Defense américaine en République Tchèque et en Pologne, la Russie suspend unilatéralement sa participation à la FCE (Traité sur les forces conventionnelles en Europe). Selon le ministère des Affaires étrangères, cette décision « *n'est pas une fin en soi, mais un moyen de lutte de la Fédération de la Russie pour le renouvellement du régime de contrôle sur les forces conventionnelles en Europe*[140] ». Pour autant, le déploiement du système de défense antimissile contre l'OTAN n'assure pas la protection contre les missiles et les frappes aériennes de provenance des régimes irresponsables (Iran, Corée du Nord, Pakistan) et des attaques terroristes du Sud. Tout se passe comme si, du point de vue de Moscou, l'élargissement de l'infrastructure de l'OTAN à côté des frontières russes est considéré comme une menace plus importante que la prolifération des armes nucléaires, le terrorisme et la vulnérabilité des frontières sud de la Russie. De surcroît, le maintien du modèle soviétique de l'Armée (trop grand nombre d'effectifs, système de conscription) qui pourrait servir en cas de grande guerre régionale en Europe fait perdre à la Russie sa mobilité stratégique pourtant cruciale en cas de rapides conflits locaux, compte tenu de l'étendue des territoires russes et des zones de responsabilité adjacente de la CEI[141].

Les limites de la « Diplomatie de *Perezagrouzka* 2011» (terme de l'époque de détente, signifiant littéralement le « redémarrage », la volonté de repartir sur les bases saines) constitue une autre illustration de la persistance des réflexes hérités du passé qui empêchent le passage à l'agenda constructif : paradoxalement, si le but proclamé de *perezagrouzka* lancé en 2011 a été l'effacement des relations russo-américaines des « réflexes soviétiques » et des rancœurs accumulées depuis le gouvernement de l'administration Bush, il s'est terminé par « la guerre des listes », l'échange des coups diplomatiques et le refroidissement des relations entre les deux pays. L'adoption de « L'acte de Magnitsky », connu également sous le nom de « *Russia and Moldova Jackson-Vanik Repeal // Sergei Magnitsky Rule of Law Accountability Act of 2012* » par le Congrès des Etats-Unis en décembre 2012 a

---

[138] ARBATOV Alexey, « Real and Imaginary Threats: Military Power in World Politics in the 21st Century », *Russia in Global Affairs,* 15 avril 2013, Carnegie Endowment for International Peace, p. 5

[139] BLOOM Oliver, « Russia Plans 60% Increase in Defense Budget by 2013 », 30 juillet 2010, CSIS.ORG, http://csis.org/blog/russia-plans-60-increase-defense-budget-2013

[140] « *Dovogor ob obychnykh vooroujennykh silah v Evrope (DOVSE). Kontrol nad obychnymi vooroujeniiami v Evrope* » / « Traité sur les forces conventionnelles en Europe. Contrôle sur les forces conventionnelles en Europe », Communiqué du ministère des Affaires étrangères, 27 juin 2013, http://www.mid.ru/bdomp/ns-dvbr.nsf/6786f16f9aa1fc72432569ea0036120e/432569d800226387c32570430031541a!OpenDocument

[141] ARBATOV Alexey, *op. cit.*, p. 8

été le fer de lance dans le détérioration des relations entre la Russie et les Etats-Unis et la suspension du « redémarrage ». L'Acte interdisait l'entrée aux Etats-Unis à soixante hauts fonctionnaires russes soupçonnés d'être impliqués dans la mort de Sergei Magnitskii, juriste russe condamné pour fraude fiscale et mort dans une prison dans des conditions douteuses, après avoir révélé des informations concernant la corruption au sein du régime actuel. Cette mise en évidence des dysfonctionnements de l'Etat de droit en Russie a été suivie par la réaction immédiate de la Russie. Qualifiant cet acte d'« *hostile* [142]», Vladimir Poutine donne le feu vert au législateur : quelques semaines plus tard, le Parlement russe adopte une loi relevant de la fameuse « réponse asymétrique » de la Russie[143] : tout d'abord, il s'agit de l'établissement de « la liste noire » des citoyens des Etats-Unis « *impliqués dans les infractions des droits des citoyens russes* » à qui l'entrée en Russie était désormais interdite ; la deuxième disposition interdisait aux citoyens américains l'adoption des orphelins russes.

1- L'antiaméricanisme partagé

Si l'antiaméricanisme est porté par les élites politiques et militaires russes, il n'en rencontre pas moins l'approbation de la majorité des Russes[144]. Les sondages montrent que l'Occident reste pour les Russes l'incarnation de l'ennemi potentiel : pour une très grande partie des Russes, les Etats-Unis, l'OTAN et « les forces politiques occidentales » constituent la principale menace à la sécurité de la Russie, avec les séparatistes tchétchènes ; 40% des Russes considèrent que les critiques occidentales de la Russie visent son affaiblissement stratégique.

Les Etats-Unis	56%
Les séparatistes tchétchènes	39%
L'OTAN	35%
Certaines forces politiques de l'Occident	27%
Les islamistes fondamentalistes	20%
Les anciennes républiques soviétiques / Pays Baltes, Ukraine, Géorgie	14%
Les oligarques	14%
La Chine	10%

Tableau 4. *Qui sont, à votre avis, les ennemis de la Russie ? Sondage de 2012*[145].

[142] « *Putin prizval « adekvatno otvetit' » na zakon magnitskogo* » / « Poutine appelle à une « réponse adéquate » à l'acte de Magnitskii », BBC Russie, 13 décembre 2012, http://www.bbc.co.uk/russian/russia/2012/12/121213_putin_magnitsky.shtml
[143] La loi du 28 décembre 2012, n° 272-Ф3
[144] SHIRAEV Eric, *op. cit.*, p. 19
[145] VOLKOV Dmitri, « L'opinion publique 2012 », rapport du Centre Levada, http://www.levada.ru/books/obshchestvennoe-mnenie-2012

L'image de la politique extérieure américaine reste fortement négative : 75% des Russes qualifient les Etats-Unis d'« *agresseur aspirant à contrôler tous les pays du monde* », tandis qu'uniquement 8% les qualifient de « *défenseur de la paix, de la démocratie, de l'ordre mondial* » ; 67% affirment que la politique des Etats-Unis est « hypocrite » ; 68% considèrent que les Etats-Unis effectuent des pressions sur la Russie et ne la traitent pas comme un partenaire égalitaire ; si le mot « Union européenne » a des connotations positives pour 62% des Russes, le mot « OTAN » provoque des associations négatives chez 67%[146]. Par ailleurs, « l'obsession états-unienne » permettant de voir dans chaque événement international « la main des Etats-Unis » est répandue au sein de la population russe : la plupart des Russes croient qu'aussi bien les révolutions de couleur en Europe de l'Est que le « printemps arabe » ont été orchestrées par les américains ; cette vague révolutionnaire provoque de l'« *inquiétude* [147]» chez 45% des Russes.

Malgré les espoirs placés par certains observateurs dans la jeunesse russe née après la chute de l'Union Soviétique pour « *remplacer les vestiges du KGB* » et « *redéfinir peu à peu les mentalités de l'élite russe* [148]», les études récentes montrent que la pensée de la guerre froide et notamment l'antiaméricanisme sont solidement ancrés dans la conscience des jeunes Russes qui chérissent la restauration de la superpuissance : « *malgré le fait qu'aujourd'hui les jeunes Russes ont adopté les iPods et les autres biens technologiques occidentaux, leurs attitudes politiques ne sont ni pro-occidentales ni pro-démocratiques* [149]», conclut l'étude effectuée par Sarah Mendelson et Theodor Gerber en 2008 ; cette génération serait « *imprégnée des idées de Poutine : l'Etat hypersouverain, en dehors de la communauté euro-atlantique, réticent (…) clairement aux normes internationales*[150] » ; nostalgique de l'époque soviétique sans y avoir vécu, ils chérissent le rêve impérial et sont convaincus que la Russie n'a pas de leçons à recevoir[151].

2- « La guerre de cinq jours » et sa dimension symbolique.

L'intervention éclair de la Russie dans le conflit en Ossétie du Sud en août 2008 a mis en lumière l'absence de confiance dans les institutions internationales multilatérales (CS, ONU, OSCE) et le retour au modèle d'action traditionnel, basé sur le réalisme, le nationalisme et la valorisation du pouvoir brutal en tant que pierre angulaire de la politique internationale. Ce conflit a constitué l'occasion pour la Russie de mettre à l'épreuve ses capacités d'imposer son influence à l'extérieur du pays et de tenir tête aux Etats-Unis aux confins de la Russie et en l'occurrence au Caucase, changeant unilatéralement les règles du jeu établies dans la résolution des conflits[152]. Si « la guerre de cinq jours » a « *porté les relations entre la Russie et les Etats-Unis à leur point le plus bas depuis (…) la guerre froide* [153]», elle a

---

[146] *ibid.*., pp. 207-210
[147] *ibid.*., p. 205
[148] « *La jeune génération russe,* écrit Zbigniew Brzezinski, *qui au cours des dix prochaines années remplacera les vestiges du KGB de l'époque soviétique est bien éduquée et a été exposée, virtuellement ou directement, au monde occidental. Elle a une mentalité nettement plus démocratique que celle de la vieille génération.* [...] *Quelles que soient ses idées politiques actuelles, d'ici peu, cette explosion produira un effet qui redéfinira peu à peu les mentalités de l'élite russe. Cette redéfinition est essentielle pour l'avenir de la Russie* ». BRZEZINSKI Zbigniew, "Le choix de Poutine", *Commentaire*, n° 122, 2008, p. 444.

[149] MENDELSON Sarah, GERBER Theodore P., "Us and Them : Anti-American Views of the Putin Generation", *The Washington Quarterly,* 2008, n. 31, pp. 131-150
[150] *ibid.*.
[151] MORENKOVA Elena, "(Re)creating the Soviet Past in Russian Digital Communities: Between Memory and Mythmaking", *Digital Icons: Studies in Russian, Eurasian and Central European New Media*, n. 7, 2012, pp. 39-66.
[152] KING Charles, « The Five Day War. Managing Moscow After the Georgia Crisis », *Foreign Affairs*, nov – dec 2008, n° 6, vol. 87, p. 6
[153] *ibid*.., p. 3

été massivement acclamée à l'intérieur du pays, faisant exploser les cotes de popularité du « tandem » Poutine – Medvedev : le conflit a en effet été perçu en Russie comme le premier pas vers la réaffirmation réelle dans l'espace postsoviétique. Tandis que la presse étrangère a comparé le conflit à l'écrasement du Printemps de Prague, la presse nationale dans sa majorité le présentait comme une revanche symbolique de la Russie sur les Etats-Unis, soulignant le fait que les forces armées géorgiennes ont été formées par l'OTAN. Parallèlement, l'opinion publique concernant les Etats-Unis, mais aussi l'Union Européenne, atteint son minimum historique depuis 1991[154]. Cette situation ne résulte pas de la propagande du Kremlin, clairement défaillante tout au long du conflit, mais s'enracine dans les représentations profondément ancrées : aux yeux des Russes, les Etats-Unis manient la notion de la démocratie à leur guise, aspirant à accroitre davantage leur influence[155]. Le message annuel du Président Dimitri Medvedev au Parlement en 2008 est illustratif de cette rhétorique : *« Nous observons actuellement (…) la formation d'une situation géopolitique qualitativement nouvelle (…) Nous avons vraiment prouvé – y compris* ***à ceux qui ont sponsorisé le régime actuel en Géorgie*** *(*c'est moi qui souligne – E.M.*) – que nous sommes capables de défendre nos citoyens, (…) nos intérêts nationaux…* [156]». Ce conflit local provoque des mesures visant à augmenter les capacités russes de résistance aux Etats-Unis : le maintien d'une division de défense antimissile à Kozelsk, son renforcement à Kaliningrad, le déploiement des missiles balistiques « Iskander »... Si le Président prend soin à souligner que « *toutes ces mesures sont forcées* », il n'en reste pas moins que le conflit de 2008 et le retour vers le modèle de confrontation démontre que la Russie n'a plus peur du refroidissement des relations avec l'Occident, « *donnant un signe clair aux occidentaux qu'il y a des limites à ne pas dépasser* [157]». In fine, la position prise par la Russie sur l'intervention en Libye en 2011, dans l'affaire d'Edward Snowden en 2013 et, plus récemment, la politique russe face à la guerre civile en Syrie constituent autant de signes de la persistance de cette stratégie neo-archaique.

■ LA RUSSIE, EST-ELLE APTE A VIVRE AU XXIE SIECLE ?[158]

Dans cet article, nous avons retracé quelques « tics » et « réflexes » de la pensée stratégique russe qui, à nos yeux, continuent, à bien des égards, d'influencer les décisions stratégiques. Malgré sa prétendue rationalité, la pensée stratégique reste dominée par l'héritage du passé qui se traduit par le retour aux mythes soviétiques de la confrontation de deux civilisations, la recherche d'ennemis et la rhétorique antiaméricaine assurant la stabilité intérieure du régime. Même si les opinions dites libérales se font entendre, la stratégie russe est dominée par le conservatisme, la conception eurasienne et l'idée de nécessité de retrouver la grandeur. Si d'aucuns croient constater l' « *incapacité de la Russie de commencer à vivre au XXI*e *siècle* [159] », les élites dans leur grande majorité et le peuple russe acclament ce tournant offensif, perçu comme une reconquête de puissance, après « l'humiliation » gorbatchévo-eltsinienne.

---

[154] *Rezkoe uhoudchenie otnosheniia rossiian k SSchA, ES, Ukraine i Grouzii /* L'altération drastique de l'opinion des Russie aux Etats-Unis, Union européenne, Ukraine et Géorgie, Sondage du Centre Levada, 25 septembre 2008, http://www.levada.ru/25-09-2008/rezkoe-ukhudshenie-otnosheniya-rossiyan-k-ssha-es-ukraine-i-gruzii

[155] KING Charles, « The Five Day War. Managing Moscow After the Georgia Crisis », *Foreign Affairs*, nov – dec 2008, n° 6, vol. 87,

[156] *Poslanie Prezidenta Rossii Dmitria Medvedeva Federal'nomou Sobraniiou RF* / Le message du Président de la Russie Dimitri Medvedev au Parlement, 5 novembre 2008, http://archive.kremlin.ru/appears/2008/11/05/1349_type63372type63374type63381type82634_208749.shtml

[157] GIBLIN Béatrice, « Éditorial : Vingt ans après... », *Hérodote*, 2010/3 n° 138, p. 3-7.

[158] La question pourrait poliment être retournée à d'autres puissances. Reste encore à savoir ce qu'est le XXIe siècle. L'on sait que le XXe siècle n'a commencé qu'avec la déflagration mondiale de 1914. Le siècle naissant est loin d'avoir livré les clefs de sa connaissance. A-t-il commencé avec le 11 septembre par exemple ?

[159] SHEVTSOVA Liliya, « *Voina spiskov* » / « La guerre des listes », *Den' / Jour*, 16 avril 2013, http://www.day.kiev.ua/ru/article/mirovye-diskussii/voyna-spiskov

Repères bibliographiques

ADLER Emmanuel, “Constructivism and International Relations,” *dans* CARLSNAES Walter, RISSE Thomas and SIMMONS A. Beth (dir.), *Handbook of International Relations*, London, Sage, 2002, p. 95

ADLER Emanuel, « Seizing the Middle Ground: Constructivism in World Politics », *European Journal of International Relations*, vol.3, n°3, 1997, pp.319-363.

ARBATOV Alexey, « Real and Imaginary Threats: Military Power in World Politics in the 21st Century », *Russia in Global Affairs,* 15 avril 2013, Carnegie Endowment for International Peace, p. 5

BERDIAEV Nicolas, *Les sources et le sens du communisme russe,* Paris, Gallimard Idées, 1963, p. 374 p.

BOGATOUROV Alexei, « Trois générations des doctrines de la politique extérieure russe », *Mejdounarodnye protsessy / Les processus internationaux,* vol. 10, n° 2 (29), mai-août 2012. http://www.intertrends.ru/thirteen/005.htm#note2

BOYER Yves, FACON Isabelle (dir.), *La politique sécuritaire de la Russie. Entre continuité et rupture*, Paris, Ellipses, 2000, 254 p.

BYSTROVA Irina, « Russian Military-Industrial Complex », *Papers Alexanteri,* University of Helsinki, 2011, http://www.helsinki.fi/aleksanteri/julkaisut/tiedostot/ap_2-2011.pdf

« *Dovogor ob obychnykh vooroujennykh silah v Evrope (DOVSE). Kontrol nad obychnymi vooroujeniiami v Evrope* » / « Traité sur les forces conventionnelles en Europe. Contrôle sur les forces conventionnelles en Europe », Communiqué du ministère des Affaires étrangères, 27 juin 2013, http://www.mid.ru/bdomp/ns-dvbr.nsf/6786f16f9aa1fc72432569ea0036120e/432569d800226387c325704300031541a!OpenDocument

FACON Isabelle (dir.), *Moscou et le monde*, Paris, Autrement « Mondes et Nations », 2008, 224 p.

FEARON James, LAITIN David D., « Violence and the Social Construction of Ethnic Identity », *International Organization*, vol.54, 2000, pp.845-877.

FEDOROV Yuri E., « *Boffins' and 'Buffoons': Different Strains of Thought in Russia's Strategic Thinking* », Chatham House, Russia and Eurasia Programme, 2007, 7 p.

FIGES Orlando, *Natasha's Dance. The Cultural History of Russia,* New York, Picador Edition, 2003, 768 p.

FILLER André, « L'identité nationale russe : anatomie d'une représentation », *Hérodote*, 2010, n° 138, pp. 94-108

GERONIMO Jean, *La pensée stratégique russe. Entre réforme et inertie,* Paris, Sigest, 2011, 116 p.

GLAZ'EV Serguei, « La Grande Europe des Nations, une réalité pour demain ? », colloque de l'Institut de la démocratie et de la coopération, 10 juin 2013, Assemblee Nationale, archives personnelles de l'auteur.

GLOAGUEN Cyrille, « Le complexe militaro-industriel russe. Entre survie, reconversion et mondialisation », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2003/2 n° 1032, pp. 4-17.

GOUMILEV Lev, *Ot Rusi do Rossii : otcherki etnitcheskoi istorii / De Rus' à la Russie ; les essais de l'histoire ethnique*, Moscou, Youna, 1992, 272 p.

GUZZINI Stefano, « A reconstruction of Constructivism in International Relations », *European Journal of International Relations*, vol.6, n°2, 2000, pp.147-182.

HOPF Ted, « The Promise of Constructivism in International Relations », *International Security*, vol. 3, n°1, 1998, pp.171-200.

***Kontseptsiia vnechnei politiki Rossiiskoi Federatsii* / Conception de la politique extérieure de la Fédération de Russie**, *Approuvé par le Président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine le 12 février 2013,* http://www.mid.ru/bdomp/ns-osndoc.nsf/e2f289bea62097f9c325787a0034c255/44257b100055e37d44257b3d0021fbf9!OpenDocument

KLYAMKINE Igor (dir.), *Posle Imperii / Après l'Empire,* Moscou, Fondation « Mission libérale », 2007, 224 p.

KOZYREV Andrei, « *Strategiia partnerstva* » / « La stratégie du partenariat ». *La politique extérieure et la sécurité de la Russie actuelle*, 1991-1998, vol. 1, Moscou, MONF, 1999, pp. 150-166

LARUELLE Marlène, *La quête d'une identité impériale. Le néo-eurasisme dans la Russie contemporaine*, Paris, Pétra, 2007, 314 p.

LE DIASCORN Yves, *L'expérience soviétique,* Paris, Ellipses, 2002, 208 p.

LIMONIER Kevin, « La flotte russe de mer Noire à Sébastopol : une « forteresse impériale » au sud ? », *Hérodote*, 2010/3 n° 138, pp. 66-78

MALIA Martin, *L'Occident et l'énigme russe. Du cavalier en bronze au mausolée de Lénine*, Editions du Seuil, 2003, 576 p.

MALINOVA Olga, « Russia and "The West" in the Twentieth Century: A Binary Model of Russian Culture and Transformations of the Discourse on Collective Identity », in *Constructing Identities in Europe: German and Russian Perspectives*. Berlin, Stiftung Wissenschaft und Politik, 2012, pp. 63-82

De MEAUX Lorraine, « L'Orient russe. Représentations de l'Orient et identité russe du début du XIXe siècle à 1917 », *IRICE / Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2008/2 - n° 28, pp. 113-118

« *Kak vy schitaete, Rossiia zanimaet seichas v mire to polojenie, kotoroe zasloujivaet…* » / « A votre avis, la Russie occupe-t-elle actuellement la place qu'elle mérite dans la monde… », *Sondage sur la place de la Russie dans le monde* http://www.levada.ru/archive/strana-i-mir/kak-vy-schitaete-rossiya-zanimaet-seichas-v-mire-polozhenie-kotorogo-zasluzhiva

MININE Dimitri, « *Kolokol zvonit po Evrope* » / « Le glas sonne pour l'Europe », *Krasnaia Zvezda* / Etoile Rouge, 6 juin 2013, http://www.redstar.ru/index.php/2011-07-25-15-55-34/item/9536-kolokol-zvonit-i-po-evrope

MITROFANOVA Anastasia, « La géopolitique dans la Russie contemporaine », *Hérodote*, 2012/3 n° 146-147, p. 183

MOROZOV Vyatcheslav, « Russia in/and Europe: Identities and Boundaries », in *Constructing Identities in Europe: German and Russian Perspectives*. Berlin, Stiftung Wissenschaft und Politik, 2012, p. 33-45

NEUMANN Iver, **MEDVEDEV Sergei, «** Identity Issues in EU-Russian Relations », in *Constructing Identities in Europe: German and Russian Perspectives*, Berlin, Stiftung Wissenschaft und Politik, 2012, p. 9-29.

NIKONOV V.A., « Front istoritcheskikh optimistov » / « La front des optimistes de l'histoire», La gazette Russe, 14 juin 2013.

Obretenie boudouschego. Strategia 2012 / Le recouvrement de l'avenir*, Institut Sovremennogo Razvitija* (INSOR) / L'institut du développement contemporain, *Une stratégie 2012,* Moscou, INSOR, 2011, 322 p.

Otcherki istorii ministerstva inostrannykh del Rossii. 1802-2002 / Les essais sur l'histoire du Ministère des Affaires Etrangères russe. 1802-2002*,* vol. 3, Biographies des ministres des Affaires Etrangères, Moscou, OLMA-Press, 2002, 432 p.

***Oukaz o koordinirouiouschei roli MID v provedenii edinoi vneschnepoliticheskoi linii* / Oukase « Le rôle de coordination du Ministère des Affaires étrangères dans la conduite de la politique extérieure »**, n° 1478, 8 novembre 2011, consultable sur le site du Kremlin http://kremlin.ru/acts/13398

Oukase n° 173 du 20 février 1995 « Sur l'Académie des sciences militaires », consultable sur http://giod.consultant.ru/page.aspx?1;1141771

PETERSSON Bo, « Coveted, detested and unattainable? Images of the US superpower role and self-images of Russia in Russian print media discourse », *International journal of cultural studies*, 2011, n° 14, pp. 71-89

POLIANNIKOV Timour, « Russie, la logique de l'autoritarisme », *Le Courrier des pays de l'Est,* n° 1049, mai-juin 1995, pp. 79-85

***Poslanie Prezidenta Rossii Borisa Eltsina Federal'nomou Sobraniiou RF : « Ob oukreplenii Rossiiskogo Gosoudarstva* / Le message du Président de la Russie Boris Eltsine au Parlement « Sur la consolidation de l'Etat russe »**, 24 février 1994, consultable sur le site *Intellektoual'naia Rossiia* / La Russie intellectuelle, http://www.intelros.org/lib/elzin/1994.htm

***Poslanie Prezidenta Rossii Borisa Eltsina Federal'nomou Sobraniiou RF « Obschimi silami – k pod'emu Rossii »* / Le message du Président de la Russie Boris Eltsine au Parlement « Les force conjointes pour le progrès de la Russie »**, 17 février

1998, http://www.intelros.ru/strategy/gos_rf/psl_prezident_rf_old/75-poslanie_prezidenta_rosii_borisa_elcina_federalnomu_sobraniju_rf_obshhimi_silami__k_podemu_rossii_1998_god.html

***Poslanie Prezidenta Rossii Borisa Eltsina Federal'nomou Sobraniiou RF « Rossiia na roubeje vekov » /* Le message du Président de la Russie Boris Eltsine au Parlement« La Russie à la frontière des siècles »**, 30 mars 1999, http://www.intelros.ru/2007/02/05/poslanie_prezidenta_rosii_borisa_elcina_federalnomu_sobraniju_rf_rossija_na_rubezhe_jepokh_1999_god.html

Poslanie Prezidenta Rossii Dmitria Medvedeva Federal'nomou Sobraniiou RF / Le message du Président de la Russie Dimitri Medvedev au Parlement, 5 novembre 2008, http://archive.kremlin.ru/appears/2008/11/05/1349_type63372type63374type63381type82634_208749.shtml

POUTINE Vladimir, « *Vystouplenie i diskoussiia na Munchenskoi konferentsii po voprosam politiki bezopasnosti* » / « Le discours et la discussion sur les questions de la politique de sécurité à la conférence de Munich », 10 février 2007, http://archive.kremlin.ru/appears/2007/02/10/1737_type63374type63376type63377type63381type82634_118097.shtml

POUTINE Vladimir, « *Rossiia sosredotacthivaetsja : vyzovy na kotorye my doljny otvetit'* » / « La Russie se concentre : les défis auxquels on doit répondre », *Izvestia*, 16 janvier 2012, http://izvestia.ru/news/511884#ixzz2UPqswvuE

« *Putin prizval « adekvatno otvetit' » na zakon magnitskogo* » / « Poutine appelle à une « réponse adéquate » à l'acte de Magnitskii », BBC Russie, 13 décembre 2012, http://www.bbc.co.uk/russian/russia/2012/12/121213_putin_magnitsky.shtml

Rencontre de Vladimir Poutine avec les membres du club de discussion international « Valdai », 11 septembre 2009, compte rendu intégral consultable sur http://archive.premier.gov.ru/events/news/4990/

***Rezkoe uhoudchenie otnosheniia rossiian k SSchA, ES, Ukraine i Grouzii /* L'altération drastique de l'opinion des Russie aux Etats-Unis, Union européenne, Ukraine et Géorgie**, Sondage du Centre Levada, 25 septembre 2008, http://www.levada.ru/25-09-2008/rezkoe-ukhudshenie-otnosheniya-rossiyan-k-ssha-es-ukraine-i-gruzii

ROMER Jean-Christophe, *La pensée stratégique russe au XX siècle*, Paris, Economica et Institut de stratégie comparée, 1997, 130 p.

RYABOV Andrei, *Postimperskaya Rossiia : sviaz vneshnikh i vnoutrennikh problem*, recension de TRENINE Dmitri, *Post-imperium : evraziiskaia istoriiia / Post-imperium* : une histoire eurasienne, Moscou, ROSSPEN, 2012, 326 p., publié dans Voenno-Promyschlennyi Kour'er, n° 9, 7 mars 2012

SHEVTSOVA Lilya, *The Lonely Power. Why Russia Has Not Become the West and Why the West Is Difficult for Russia*, Moscow, Carnegie Endowment for International Peace, 2010, 394 p.

SHIRAEV Eric, *Russian Government and Politics*, New York, Palgrave Macmillan, 2010, 288 p.

TRENINE Dmitri, *Post-imperium : evraziiskaia istoriiia / Post-imperium* : une histoire eurasienne, Moscou, ROSSPEN, 2012, 326 p

***Vnechnepolititcheskaya i diplomaticheskaya deiatel'nost Rossiiskoi federatsii v 2011 godou* / L'activité extérieure et diplomatique de la Fédération de la Russie en 2011**, Rapport du Ministère des Affaires Etrangères, Mars 2012, http://www.mid.ru/bdomp/brp_4.nsf/b8b07fe91e276c3a43256999005bcbba/a5d82e99be657e33442579d50026094c/$FILE/Обзор2012.doc

« *Voennaia doktrina Rossiiskoi federatsii* » / « La doctrine militaire de la Fédération de Russie », *Nezavissimaia Gazeta,* 22 avril 2000, consultable sur http://www.ng.ru/politics/2000-04-22/5_doktrina.html

VOLKOV Dmitri, « *Obschestvennoe mnenie 2012* » / « L'opinion publique 2012 », rapport annuel du Centre Levada, http://www.levada.ru/books/obshchestvennoe-mnenie-2012

WENDT Alexander, « Anarchy is what States Make of it: The Social Construction of Power politics », *International Organization*, vol.46, n°2, 1992, pp.391-425.

YASINE Evguenii, «*Fantomnye boli oushedshei imperii* » / « Les douleurs fantômes de l'Empire passé », *dans* KLYAMKINE I.M. (dir.), *Posle Imperii / Après l'Empire,* Moscou, Fondation « Mission libérale », 2007 p. 6

Laboratoire de l'IRSEM N°22

LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA PENSEE STRATEGIQUE RUSSE

Depuis les années 2000, à mesure que la Russie se réaffirme avec une certaine vigueur sur la scène internationale, la pensée stratégique russe est redevenue un sujet de préoccupation pour les experts. « *Ouverte, prévisible et pragmatique* » à en croire la doctrine stratégique adoptée en 2013, en proie aux « *douleurs fantômes de l'Empire* » pour les autres, ou tout simplement inexistante ? Sa spécificité semble résider dans la persistance de certains « *tics stratégiques* » hérités de l'Union Soviétique et en particulier de la guerre froide. Nombre d'experts qualifient la politique stratégique russe d'« *irrationnelle* » : les décisions « *en dépit du bon sens* » seraient l'écho des réflexes intériorisés depuis l'ère de la confrontation. Toutefois, si la Russie continue à se positionner comme héritière stratégique de l'URSS depuis 1992, les racines de sa pensée stratégique sont beaucoup plus profondes et anciennes.

La présente étude a pour ambition de décrypter la pensée stratégique russe, en mettant en lumière, les éléments clés de sa spécificité tout en dépassant le cadre restreint de la guerre froide.



IRSEM
1 place Joffre – case 38
75700 Paris SP 07
http://www.defense.gouv.fr/irsem

ISSN : 2116-3138
ISBN : 978-2-11-138597-9

